

NEOEN

RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL

30 JUIN 2019



01 RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2019 **3**

01.1	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	4
01.2	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	4
01.2.1	ELEMENTS SIGNIFICATIFS DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2019.....	4
01.2.2	PERSPECTIVES 2019 ET TENDANCE 2021.....	5
01.2.3	COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE DU SEMESTRE	5
01.2.4	ENDETTEMENT FINANCIER, FLUX DE TRESORERIE ET INVESTISSEMENTS.....	13
01.2.5	INVESTISSEMENTS REALISES PAR LE GROUPE.....	17
01.2.6	RETRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPARATIVE	18
01.2.7	PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	19
01.2.8	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	19
01.2.9	PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES	21

02 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2019 **23**

03 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES **56**

01
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
PERIODE DU 1^{ER} JANVIER
AU 30 JUIN 2019

01.1 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Xavier BARBARO

Président-directeur général

01.2 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Xavier Barbaro, président - directeur général de Neoen, déclare : « Les résultats du semestre témoignent à la fois de la dynamique de croissance profitable dans laquelle Neoen est engagée et d'une grande qualité d'exécution dans la gestion de nos opérations. Ces résultats sont parfaitement en ligne avec nos objectifs annuels. Depuis le début de l'exercice, nous avons multiplié les mises en service de nouvelles centrales notamment en Zambie et en Australie, lancé la construction d'un grand nombre de nouveaux projets notamment au Mexique et en Argentine, et réalisé l'acquisition de parcs éoliens en République d'Irlande. Les récents succès obtenus lors d'appels d'offre en France et au Portugal, de même que la signature d'un nouveau contrat avec Google en Finlande, illustrent notre capacité à sécuriser de nouveaux projets. Dans le même temps nous avons continué d'enrichir notre pipeline ce qui assure notre croissance future. »

01.2.1 ELEMENTS SIGNIFICATIFS DU 1^{ER} SEMESTRE 2019

Refinancement du périmètre Arena Solar

Le 6 juin 2019, le Groupe a finalisé le refinancement des dettes du périmètre Arena (« *Australian Renewable Energy Agency* ») Solar, comprenant les projets Parkes, Griffith et Dubbo, pour un montant de 143,8 millions de dollars australiens à échéance 2036. Cette opération a notamment permis de réduire le taux effectif de financement applicable aux projets du portefeuille tout en allongeant l'horizon de remboursement de manière limitée.

Au 30 juin 2019, conformément à l'application de la norme IFRS 9, le Groupe a comptabilisé un produit financier de 5,9 millions d'euros en « autres produits et charges financiers » au titre de ce refinancement.

Processus de cession de l'activité biomasse

Au cours du deuxième trimestre 2019, le Groupe a engagé le processus de vente de son activité biomasse, héritée de l'acquisition de Poweo EnR en 2011. A l'issue d'un processus compétitif, au cours de l'été 2019, il est ainsi entré en négociation exclusive en vue de la cession de son unité de cogénération de Commentry et de sa filiale d'approvisionnement en biomasse.

Cette cession a été formellement finalisée le 4 septembre 2019.

La contribution relative aux entités cédées est dès lors présentée au sein des activités non poursuivies ou en cours de cession dans les comptes au 30 juin 2019.

Croissance dynamique du portefeuille

Au cours du semestre, Neoen a poursuivi activement ses efforts de développement, permettant au portefeuille de projets de croître de plus de 1,3 GW sur la période, dont 1,2 GW pour les projets en statut « *tender ready* » et « *advanced development* »¹, atteignant ainsi près de 9 GW.

¹ Pour une définition des différents stades de développement des projets du Groupe, se référer au « glossaire » du document de référence 2018.

Le portefeuille de projets sécurisés a, quant à lui, progressé de près de 100 MW. Ceci résulte notamment de :

- L'entrée en phase « *awarded* »² :
 - des projets solaires français Arue 2, Badonviller, Morhange, Bioule et Savernat, lauréats en février 2019 de la cinquième tranche du quatrième appel d'offres de la Commission de Régulation de l'Énergie, pour une capacité cumulée de 45 MWc et du projet mozambicain Metoro (41 MWc), ainsi que ;
 - des projets éoliens français Saint-Sauvant (14 MW, codétenu avec Sergies) et Les Avaloirs (6 MW).
- Le lancement de la construction du premier projet solaire du Groupe au Mexique (El Llano, 375 MWc) et du projet Altiplano 200 en Argentine (208 MWc), consolidant ainsi la présence de Neoen dans la région Amériques, et des projets Fossat (5 MWc) et La Garenne (10 MW) en France.
- La mise en opération :
 - en France, des projets solaires Azur Est (9 MWc) et Corbas (16 MWc), du projet éolien Auxois Sud 2 (16 MW) ainsi que du projet de stockage Azur (6 MW) en France, et ;
 - en Zambie, du projet solaire Bangweulu (54 MWc).

01.2.2 PERSPECTIVES 2019 ET TENDANCE 2021

Forte de ses réalisations, la société confirme s'attendre à réaliser en 2019, à taux de change constants par rapport à 2018, un EBITDA compris entre 212 et 227 M€ avec une marge d'EBITDA proche de 80%.

Neoen confirme par ailleurs son objectif d'atteindre une capacité de plus de 5 GW en opération et en construction à fin 2021 - dont la totalité sera en opération à fin 2022 - et un EBITDA proche de 400 M€ en 2021, et un ratio de dette nette sur EBITDA d'environ 8,0x d'ici la fin 2021, qui suppose un ratio de levier moyen d'environ 80-85% du capital investi, sur une base all-in incluant désormais la totalité de la dette du Groupe, qu'elle soit corporate ou mise en place pour le financement de ses projets.

01.2.3 COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE DU SEMESTRE

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis conformément à la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Les comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes de la Société et sont présentés dans leur intégralité au chapitre 02 du présent document.

Les informations comparatives du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie consolidés présentées dans ce document ont été retraitées pour refléter le classement de l'activité biomasse conformément à la norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées. Ces retraitements sont décrits en note 10 des états financiers consolidés semestriels.

² Pour une définition des différents stades de développement des projets du Groupe, se référer au « glossaire » du document de référence 2018.

01.2.3.1 CHIFFRES CLES

En millions d'euros	30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations	
Ventes d'énergies sous contrat	100,1	81,5	+18,6	+ 22,8%
Ventes d'énergies sur le marché	14,3	6,9	+7,4	+ 106,2%
Autres produits	3,8	2,5	+1,3	+ 50,7%
Chiffre d'affaires	118,1	90,9	+27,2	+ 30,0%
EBITDA ⁽¹⁾	94,0	75,6	+18,4	+ 24,3%
Marge d'EBITDA	79,6%	83,2%		
Résultat opérationnel courant	58,1	47,6	+10,5	+ 22,2%
Résultat opérationnel	57,0	46,7	+10,3	+ 22,0%
Résultat financier	(29,2)	(33,9)	+4,7	- 13,7%
Résultat net des activités poursuivies	18,7	8,5	+10,2	+ 119,4%
Résultat net des activités non poursuivies ou en cours de cession	(0,3)	(0,2)	- 0,1	+ 36,5%
Résultat net de l'ensemble consolidé	18,4	8,3	+10,1	+ 122,2%
Dont part du Groupe	16,7	7,2	+9,5	+ 131,9%
Dettes nettes	1 404,1	1 037,9	+366,2	+ 35,3%
Ratio de levier	7,6x	8,2x		

(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants. Il exclut donc les activités non poursuivies.

01.2.3.2 INDICATEURS NON GAAP

Le Groupe présente, en complément des mesures IFRS, plusieurs indicateurs supplémentaires : l'EBITDA, la dette nette et le ratio de levier. Ces mesures ne sont pas des indicateurs prévus par les normes IFRS et n'ont pas de définitions standardisées. Par conséquent, les définitions utilisées par le Groupe pourraient ne pas correspondre aux définitions données à ces mêmes termes par d'autres sociétés. Ces mesures ne doivent pas être utilisées à l'exclusion ou en substitution des mesures IFRS. En particulier, la dette nette ne doit pas être considérée comme un substitut à l'analyse de la dette financière brute et de la trésorerie et équivalents de trésorerie tels que présentés selon les normes IFRS. Les tableaux ci-après présentent ces indicateurs pour les périodes indiquées ainsi que leurs calculs.

Réconciliation de l'EBITDA

En millions d'euros	30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations	
Résultat opérationnel courant	58,1	47,6	+10,5	+ 22,2%
Amortissements et provisions opérationnels courants	(35,9)	(28,1)	- 7,9	+ 28,0%
EBITDA ⁽¹⁾	94,0	75,6	+18,4	+ 24,3%

(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants. Il exclut donc les activités non poursuivies.

Dettes nettes

En millions d'euros	30.06.2019	31.12.2018	Variations	
Total dettes financières ⁽¹⁾	1 896,7	1 690,8	+205,9	+ 12,2%
Investisseurs minoritaires et autres ⁽²⁾	(27,3)	(45,4)	+18,1	- 39,9%
Total dettes financières ajustées	1 869,4	1 645,4	+224,0	+ 13,6%
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	(337,8)	(503,8)	+166,0	- 32,9%
Dépôts de garantie ⁽³⁾	(124,9)	(97,8)	- 27,1	+ 27,7%
Instruments dérivés actifs – effets des couvertures ⁽⁴⁾	(2,6)	(5,8)	+3,2	- 55,2%
Total dette nette	1 404,1	1 037,9	+366,2	+ 35,3%

(1) Comprend essentiellement les dettes liées au financement des projets et les dettes locatives qui sont incluses dans le calcul de la dette nette, en regard d'un EBITDA qui n'inclut pas les charges de loyers (application IFRS 16). Les dettes financières sont détaillées en note 17.2 des états financiers consolidés semestriels.

(2) Comprend notamment les prêts d'actionnaires octroyés aux sociétés de projets ou holdings de sociétés de projets par des actionnaires minoritaires.

(3) Comprend principalement des dépôts liés aux comptes de réserve des financements bancaires relatifs aux actifs de production.

(4) Instruments dérivés de couverture de risque de taux ayant une valeur de marché positive. Les instruments de couverture de risque de taux dont la valeur de marché est négative figurent dans le total dettes financières.

Ratio de levier

Ce ratio correspond au rapport entre la dette nette et l'EBITDA (calculé sur une période de 12 mois glissants).

	30.06.2019	31.12.2018
Ratio de levier	7,6x	6,0x

01.2.3.3 INFORMATIONS SUR LES PRINCIPALES DONNEES OPERATIONNELLES

	30.06.2019	31.12.2018 retraité	Variations	
Nombre de MW en opération ⁽¹⁾	1 579	1 478	+102	+ 7%
Europe – Afrique	725	624	+102	+ 16%
Australie	753	753	-	-
Amériques	101	101	-	-
Nombre de MW en construction ⁽¹⁾	1 260	764	+496	+ 65%
Europe – Afrique	141	227	- 87	- 38%
Australie	342	342	-	-
Amériques	778	195	+583	+ 300%
Nombre de MW des projets « awarded » ⁽¹⁾	397	899	- 502	- 56%
Europe – Afrique	397	316	+81	+ 26%
Amériques	-	583	- 583	- 100%
Total des MW du « secured portfolio »	3 237	3 141	+96	+ 3%

	30.06.2019	31.12.2018	Variations	
Nombre de MW des projets « tender-ready » et « advanced development » ⁽¹⁾	5 750	4 525	+1 225	+ 27%
Europe – Afrique	1 593	1 244	+349	+ 28%
Australie	2 747	1 668	+1 079	+ 65%
Amériques	1 410	1 613	- 203	- 13%
Total des MW de l'« advanced pipeline »	5 750	4 525	+1 225	+ 27%

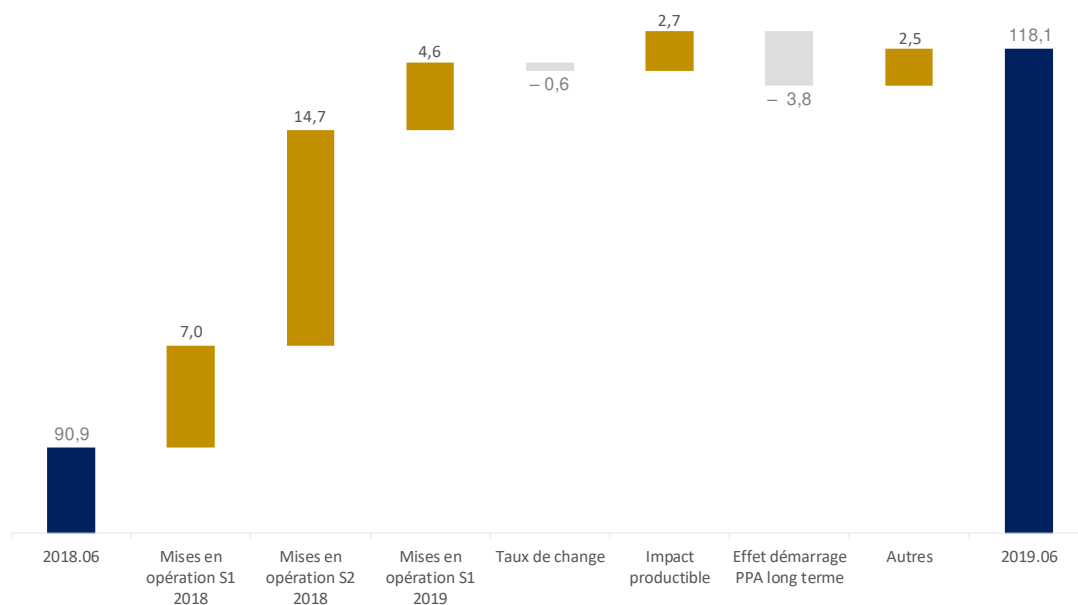
	30.06.2019	31.12.2018	Variations	
Durée résiduelle des contrats de vente d'électricité – photovoltaïque (années) (pondéré par MWc)	14,9	15,3	- 0,4	
Durée résiduelle des contrats de vente d'électricité – éolien (années) (pondéré par MW)	16,3	16,4	- 0,1	
Disponibilité moyenne des installations en exploitation – photovoltaïque (%)	99,0%	97,5%	+ 1,5%	
Disponibilité moyenne des installations en exploitation – éolien (%)	99,2%	96,1%	+ 3,1%	

⁽¹⁾ Pour une définition des différents stades de développement des projets du Groupe, se référer au « glossaire » du document de référence 2018.

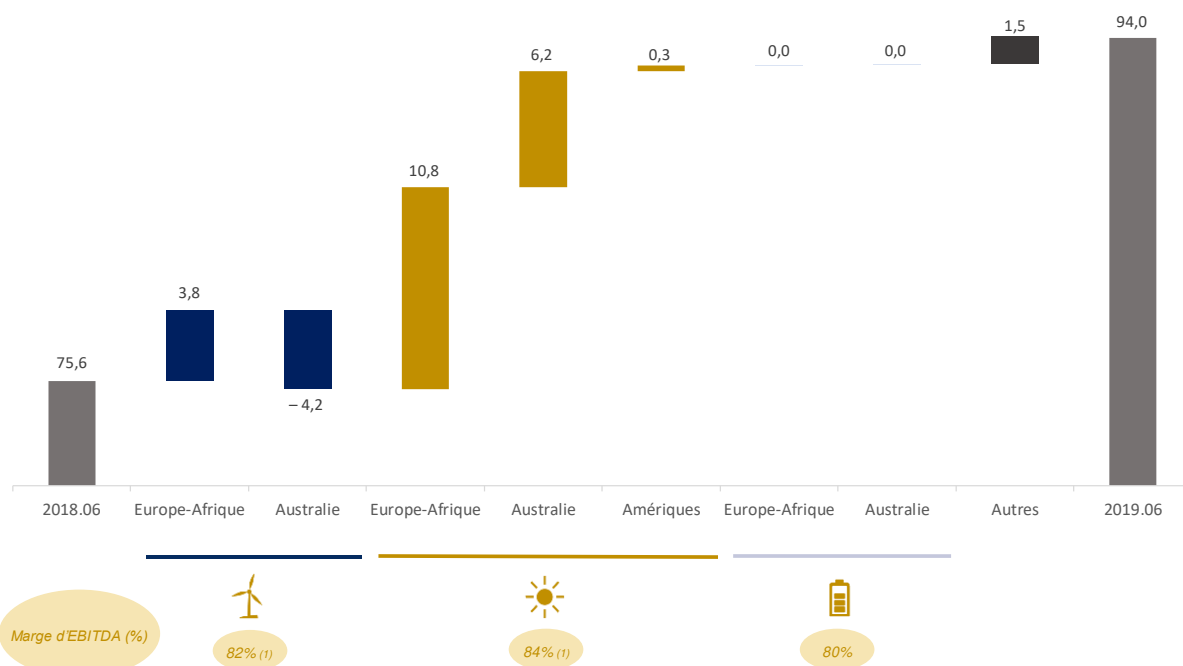
01.2.3.4 EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE L'EBITDA

L'évolution du chiffre d'affaires et de l'EBITDA du Groupe entre le premier semestre 2018 et le premier semestre 2019 se présente comme suit. Les données sont exprimées en millions d'euros.

Evolution du chiffre d'affaires



Evolution de l'EBITDA



(1) Marge d'EBITDA normalisée, excluant les indemnités de retards reçues de la part des constructeurs sur certains projets solaires et éoliens.

01.2.3.5 RESULTATS SECTORIELS

L'activité biomasse, correspondant au segment biomasse tel que présenté en 2018, est désormais incluse dans les activités non poursuivies ou en cours de cession. Sa contribution est décrite de manière distincte au paragraphe 01.2.3.6 « résultat net des activités non poursuivies ou en cours de cession » ainsi qu'en note 10 aux états financiers consolidés semestriels.

Les résultats sectoriels des premiers semestres 2018 et 2019 sont ainsi présentés pour chacun des segments opérationnels du Groupe : éolien, solaire, stockage, et développement et investissements (y compris éliminations), la période comparative ayant été retraitée en conséquence.

(en millions d'euros)		Chiffre d'affaires				EBITDA ⁽¹⁾				Résultat opérationnel courant			
		30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations		30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations		30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations	
Europe - Afrique													
	Eolien	19,6	14,8	+4,8	+ 32,4%	15,3	11,5	+3,8	+ 33,0%	8,5	6,0	+2,5	+ 41,7%
	Solaire	26,6	18,8	+7,8	+ 41,5%	25,8	15,0	+10,8	+ 72,0%	17,7	8,5	+9,2	+ 108,2%
	Stockage	0,0	-	+0,0	n.a.	0,0	(0,0)	+0,0	n.a.	0,0	(0,0)	+0,0	n.a.
	Total	46,3	33,7	+12,6	+ 37,5%	41,2	26,5	+14,7	+ 55,5%	26,3	14,5	+11,8	+ 81,7%
	En % du chiffre d'affaires	39,2%	37,1%			88,9%	78,6%			56,8%	43,0%		
Australie													
	Eolien	33,1	37,3	- 4,2	- 11,3%	28,2	32,4	- 4,2	- 13,0%	19,0	23,1	- 4,1	- 17,7%
	Solaire	19,7	3,2	+16,5	+ 515,6%	18,4	12,2	+6,2	+ 50,8%	10,1	8,6	+1,5	+ 17,4%
	Stockage	8,3	8,1	+0,2	+ 2,5%	6,7	6,7	+0,0	+ 0,0%	4,1	4,0	+0,1	+ 2,5%
	Total	61,1	48,6	+12,5	+ 25,7%	53,2	51,3	+1,9	+ 3,7%	33,1	35,8	- 2,7	- 7,5%
	En % du chiffre d'affaires	51,7%	53,5%			87,1%	105,5%			54,2%	73,7%		
Amériques													
	Solaire	8,5	8,0	+0,5	+ 6,3%	6,1	5,8	+0,3	+ 5,2%	3,8	3,7	+0,1	+ 2,7%
	Total	8,5	8,0	+0,5	+ 6,3%	6,1	5,8	+0,3	+ 5,2%	3,8	3,7	+0,1	+ 2,7%
	En % du chiffre d'affaires	7,2%	8,8%			71,8%	72,5%			44,7%	46,3%		
Développement - Investissement et Eliminations													
	Développement et investissements ⁽²⁾	23,4	32,3	- 8,9	- 27,6%	(8,9)	9,3	- 18,2	- 195,3%	(10,3)	8,7	- 19,1	- 218,1%
	Eliminations ⁽³⁾	(21,2)	(31,7)	+10,5	- 33,1%	2,4	(17,4)	+19,8	- 113,8%	5,2	(15,2)	+20,3	- 133,9%
	Total	2,2	0,6	+1,6	+ 266,7%	(6,5)	(8,0)	+1,5	- 18,9%	(5,2)	(6,4)	+1,3	- 19,7%
TOTAL		118,1	90,9	+27,2	+ 30,0%	94,0	75,6	+18,4	+ 24,3%	58,1	47,6	+10,5	+ 22,2%
	Sous-total éolien	52,7	52,2	+0,5	+ 1,0%	43,5	43,9	- 0,4	- 0,9%	27,5	29,1	- 1,6	- 5,5%
	Sous-total solaire	54,8	30,1	+24,7	+ 82,1%	50,2	33,0	+17,2	+ 52,1%	31,6	20,9	+10,7	+ 51,2%
	Sous-total stockage	8,4	8,1	+0,3	+ 3,7%	6,7	6,7	+0,0	+ 0,1%	4,1	4,0	+0,1	+ 3,7%

(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants. Il exclut donc les activités non poursuivies.

(2) Le chiffre d'affaires de ce secteur est essentiellement réalisé à partir des ventes de services aux autres entités du Groupe (éliminées en consolidation, à l'exception des montants facturés aux sociétés liées et aux autres entités qui ne sont pas consolidées par intégration globale par le Groupe) mais également des ventes de services à des tiers.

(3) Les éliminations concernent principalement l'annulation des facturations de services rendus par Neoen SA à ses sociétés de projet au titre du développement, de la supervision et de la gestion administrative des centrales ainsi que l'activation des coûts de développement conformément à IAS 38.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2019 du Groupe Neoen s'élève à 118,1 millions d'euros, hors activité biomasse en cours de cession, en hausse de 27,2 millions d'euros, soit +30,0% par rapport à 2018 à périmètre comparable.

Détail par zone géographiques :

- **Europe - Afrique** : cette zone représente 39,2% du chiffre d'affaires du Groupe. Son chiffre d'affaires s'élève à 46,3 millions d'euros sur le premier semestre 2019, en hausse de 12,6 millions d'euros, soit +37,5%. Ceci s'explique essentiellement par :
 - les mises en service de centrales réalisées depuis le 1^{er} janvier 2018 pour 9,4 millions d'euros. En particulier, la centrale solaire de Bangweulu en Zambie, les centrales éoliennes Chassepain et Auxois Sud 2, ainsi que les centrales solaires Lagarde d'Apt et Le Camp en France, et ;
 - par la hausse des revenus générés par les centrales solaires pour 2,7 millions d'euros, en raison de meilleures performances opérationnelles, et par les centrales éoliennes pour 0,5 million d'euros.
- **Australie** : cette zone représente 51,7% de l'activité du Groupe. La hausse du chiffre d'affaires de 12,5 millions d'euros (+25,7%) s'explique essentiellement par les mises en service de centrales réalisées depuis le 1^{er} janvier 2018 pour 16,4 millions d'euros et la hausse des revenus générés par le segment stockage pour 0,2 million d'euros. Ces effets sont partiellement compensés par la baisse des revenus générés par des parcs éoliens déjà en service pour -4,3 millions d'euros, en lien notamment avec l'application des tarifs prévus dans le cadre des contrats PPA³ long terme, faisant suite à une période durant laquelle ces parcs avaient temporairement bénéficié de tarifs supérieurs (chiffre d'affaires correspondant à la phase d' « *early generation revenue* » c'est-à-dire aux ventes d'énergies à court terme précédant l'entrée en vigueur d'un contrat de très long terme), et l'impact des variations de change pour -0,7 million d'euros.
- **Amériques** : le chiffre d'affaires s'élève à 8,5 millions d'euros sur le premier semestre 2019, en hausse de 6,3%, en raison notamment d'un effet de change positif. Le poids relatif de la région Amériques a quant à lui légèrement diminué, représentant 7,2% du chiffre d'affaires du Groupe, contre 8,8% pour le premier semestre 2018, dans l'attente de la mise en service de nouvelles centrales actuellement en construction dans cette région.

Développement et investissements⁴ : le chiffre d'affaires s'élève à 2,2 millions d'euros sur le premier semestre 2019 contre 0,6 million en 2018, soit une hausse de 1,6 million d'euros qui s'explique principalement par une progression de la facturation de services à des tiers.

Détail par technologies :

Le segment solaire est le premier contributeur au chiffre d'affaires du Groupe (46,4% contre 33,0% au premier semestre 2018). Le chiffre d'affaires de ce segment s'élève à 54,8 millions d'euros sur le premier semestre 2019, en hausse de 24,7 millions d'euros, soit +82,1%. Ceci s'explique essentiellement par l'impact en semestre plein des mises en service réalisées en 2018, en particulier en Australie avec les projets Dubbo, Parkes, Griffith et Coleambally.

Le segment éolien représente 44,6% du chiffre d'affaires du Groupe (contre 57,3% au premier semestre 2018). Le chiffre d'affaires de ce segment est stable et s'élève à 52,7 millions d'euros sur le premier semestre 2019. La contribution associée à la mise en service de nouveaux parcs français sur un semestre complet (Chassepain, Pays Chaumontais, Champs d'Amour, Auxois Sud 2) a été en partie compensée par une diminution, conforme aux anticipations du Groupe, du prix moyen capté sur certains actifs éoliens australiens. Ceci est essentiellement lié à la transition entre des « *early generation revenues* » (ventes d'énergies à court terme) précédant l'entrée en vigueur d'un contrat PPA long terme.

- **Le segment stockage** affiche un chiffre d'affaires de 8,4 millions d'euros, en progression modérée (+3,7%) du fait de conditions toujours favorables tant pour la vente de services réseaux (FCAS) que pour l'activité d'arbitrage.

³ « *Power Purchase Agreement* » - Contrat d'achat d'électricité par lequel un producteur d'électricité vend, pour un prix déterminé, tout ou partie de sa production future à un acquéreur (ou acheteur d'électricité).

⁴ Y compris éliminations.

EBITDA

L'EBITDA consolidé du premier semestre 2019 s'élève à 94,0 millions d'euros, hors activité biomasse en cours de cession, en hausse de 18,4 millions d'euros, soit +24,3% par rapport à 2018 à périmètre comparable. Cette progression résulte essentiellement de la croissance de l'activité solaire et d'une bonne maîtrise des charges d'exploitation.

- **Europe - Afrique** : L'EBITDA s'établit à 41,2 millions d'euros sur le premier semestre 2019, soit une hausse de 14,7 millions d'euros (+55,5%), résultant d'une progression des segments solaire et éolien de respectivement 10,8 millions d'euros et 3,8 millions d'euros. Celle-ci est principalement imputable aux installations mises en services depuis le 1^{er} janvier 2018 ou exploitées sur un semestre complet en 2019, ainsi qu'à une meilleure performance des centrales solaires sur la période. Au 30 juin 2019, la marge d'EBITDA s'établit à 88,9%, contre 78,6% en 2018.
- **Australie** : L'EBITDA s'établit à 53,2 millions d'euros sur le premier semestre 2019, en hausse de 1,9 million d'euros (+3,7%) par rapport à 2018. Cette évolution est imputable au recul de la contribution du segment éolien pour -4,2 millions d'euros, consécutif à la baisse des prix moyens captés sur certains actifs, résultant de la transition entre des « *early generation revenues* » (ventes d'énergie à court terme précédant l'entrée en vigueur d'un contrat de très long terme) et des PPA. A l'inverse, la contribution du segment solaire progresse de +6,2 millions d'euros, bénéficiant de l'impact sur le semestre des mises en service de centrales (réalisées principalement en 2018), venant ainsi plus que compenser l'effet, en 2018, de la constatation d'indemnités contractuelles compensant les pertes de chiffre d'affaires liées à des retards dans la mise en service de certains projets photovoltaïques. Celles-ci, enregistrées en autres produits opérationnels dans les comptes du Groupe, avaient contribué à une marge d'EBITDA exceptionnellement élevée (105,5% au premier semestre 2018 contre 87,1% au premier semestre 2019).

L'EBITDA de l'activité stockage est stable et ressort à 6,7 millions d'euros sur la période.

- **Amériques** : l'EBITDA progresse très légèrement et s'élève à 6,1 millions d'euros sur le premier semestre 2019. La marge d'EBITDA est de 71,8%, contre 72,5% en 2018.
- **Développement et investissements**⁵ : l'EBITDA est en hausse de 1,5 million d'euros, traduisant la poursuite de la croissance des activités.

01.2.3.6 ANALYSE DES AUTRES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

En millions d'euros	30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations	
Résultat opérationnel courant	58,1	47,6	+10,5	+ 22,2%
Autres produits et charges opérationnels non courants	(1,1)	(1,0)	- 0,1	+ 5,0%
Amortissements et provisions opérationnels non courants	(0,1)	0,1	- 0,2	- 200,0%
Résultat opérationnel	57,0	46,7	+10,3	+ 22,0%
Effet des variations de taux de change	(0,2)	-	- 0,2	-
Résultat opérationnel à changes constants	57,2	46,7	+10,5	+ 22,4%

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'élève à 58,1 millions d'euros sur le premier semestre 2019, en hausse de 10,5 millions d'euros soit +22,2%. Ceci s'explique exclusivement par la hausse de l'EBITDA, à hauteur de +18,4 millions d'euros soit +24,3%, partiellement compensée par la variation des charges d'amortissements pour -7,7 millions d'euros résultant de la croissance du parc d'actifs en opération.

⁵ Y compris éliminations.

Autres produits et charges opérationnels non courants

En millions d'euros	30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations	
Frais de développement antérieurs	(0,5)	(0,9)	+0,4	- 40,6%
Résultats des cessions d'actifs ⁽¹⁾	(0,6)	0,0	- 0,6	-
Autres éléments non récurrents	0,1	(0,1)	+0,2	- 184,5%
Total des autres produits et charges opérationnels non courants	(1,1)	(1,0)	- 0,2	+ 17,1%

(1) Correspond principalement à l'impact de cession du projet Montsinery pour (0,5) million d'euros.

Amortissements et provisions opérationnels non courants

Les amortissements et les provisions opérationnels non-courants correspondent à une dotation nette de (0,1) million d'euros du fait de la réévaluation des probabilités de réalisation de certains projets.

Résultat opérationnel

Compte tenu des facteurs présentés ci-dessus, le résultat opérationnel du Groupe progresse de 10,3 millions d'euros soit +22%, passant de 46,7 millions d'euros au premier semestre 2018 à 57,0 millions d'euros en 2019 (57,2 millions d'euros à taux de change constants).

Résultat financier

En millions d'euros	30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations	
Coût de l'endettement financier	(35,6)	(28,4)	- 7,3	+ 25,6%
Autres produits et charges financiers	6,4	(5,5)	+11,9	- 215,2%
Résultat financier	(29,2)	(33,9)	+4,7	- 13,7%

Le résultat financier a progressé de 4,7 millions d'euros passant de (33,9) millions d'euros pour le premier semestre 2018 à (29,2) millions d'euros pour le premier semestre 2019 (-29,1 millions d'euros à taux de change constants). Cette évolution s'explique principalement par :

- L'augmentation du coût de l'endettement financier, qui s'établit à (35,6) millions d'euros sur la période contre (28,4) millions d'euros au premier semestre 2018. Celle-ci résulte principalement de la hausse de l'encours moyen d'endettement sur la période, porté par la croissance du nombre de projets en opération, et de l'effet de tirages effectués au cours de l'année 2018 sur certaines tranches de dettes mezzanines du Groupe. Sur le premier semestre 2019, le coût net de l'endettement financier correspond aux charges d'intérêts résultant des financements des actifs de production pour (33,5) millions d'euros, aux emprunts *corporate* pour (0,3) million d'euros, et aux charges d'intérêts sur droits d'utilisation pour (1,5) million d'euros ;
- Les autres produits et charges financiers, correspondent à un produit net de 6,4 millions d'euros sur la période, contre une charge nette de (5,5) millions d'euros en 2018. Ceci s'explique principalement par l'évolution favorable des taux de change et par la renégociation de la dette du périmètre Arena Solar, au cours du premier semestre 2019, qui a généré un produit financier de 5,9 millions d'euros.

Impôts sur les résultats

La charge d'impôt s'élève à 9,1 millions d'euros sur le premier semestre 2019 contre 4,3 millions d'euros au premier semestre 2018, soit respectivement un taux moyen d'impôt de 32,7% contre 33,5%.

Résultat net des activités poursuivies

Compte tenu des facteurs présentés ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies du Groupe a augmenté de 10,2 millions d'euros, pour passer de 8,5 millions d'euros au premier semestre 2018 à 18,7 millions d'euros au premier semestre 2019.

Résultat net des activités non poursuivies ou en cours de cession

Le résultat net des activités non poursuivies ou en cours de cession s'élève à (0,3) million d'euros au premier semestre 2019 contre (0,2) million d'euros au premier semestre 2018 et correspond au résultat de l'activité biomasse.

La cession de l'activité biomasse a été définitivement réalisée le 4 septembre 2019 (se référer au paragraphe 1.2.8 « Evènements postérieurs à la clôture »).

Résultat net – part du groupe

Compte tenu de ces évolutions, le résultat net part du groupe s'est donc amélioré de 9,5 millions d'euros, passant de 7,2 millions d'euros au premier semestre 2018 à 16,7 millions d'euros au premier semestre 2019.

Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle

Le résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'élève à 1,6 million d'euros à comparer à 1,0 million d'euros au premier semestre 2018. Il représente la quote-part des autres actionnaires dans le résultat dégagé par les sociétés où Neoen n'est pas le seul actionnaire, principalement en Australie et en Zambie.

01.2.3.7 BILAN CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ

En millions d'euros	30.06.2019	31.12.2018	Variations	
Actifs non courants	2 238,7	1 982,0	+256,7	+ 13,0%
Dont immobilisations corporelles	1 912,3	1 702,7	+209,6	+ 12,3%
Actifs courants	457,4	586,9	- 129,5	- 22,1%
Dont trésorerie et équivalents de trésorerie	337,8	503,8	- 166,0	- 32,9%
Actifs destinés à être cédés ⁽¹⁾	74,8	-	+74,8	-
Total de l'actif	2 770,9	2 568,9	+202,0	+ 7,9%
Capitaux propres ⁽²⁾	621,1	655,3	- 34,2	- 5,2%
Passifs non courants	1 799,0	1 607,3	+191,7	+ 11,9%
Passifs courants	279,7	306,3	- 26,6	- 8,7%
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés ⁽¹⁾	71,1	-	+71,1	-
Total du passif	2 770,9	2 568,9	+202,0	+ 7,9%

(1) Conformément à la norme IFRS 5 (« Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées »), les actifs et passifs liés à l'activité biomasse sont présentés dans l'état de la situation financière consolidée au 30 juin 2019 comme des « actifs destinés à être cédés » et des « passifs liés aux actifs destinés à être cédés » (se référer à la note 10 aux états financiers consolidés semestriels).

(2) Les capitaux propres sont principalement affectés par l'effet défavorable de la variation de la juste valeur des instruments financiers (se référer à la note 17.3 aux états financiers consolidés semestriels).

Les actifs corporels enregistrent une hausse de 12,3% sur le semestre du fait de la dynamique positive de l'activité. Au cours du semestre, Neoen a investi un total de 363,0 millions d'euros pour le développement et la construction de nouvelles capacités de production.

La structure financière du Groupe est solide : 99% de l'endettement financier total de Neoen à fin juin 2019 est adossé aux centrales de production d'électricité, financées par de la dette projet long terme en devises fiables (euros, dollars américains ou dollars australiens). Au 30 juin 2019, la trésorerie du Groupe s'élève à 337,8 millions d'euros, en recul de 166,0 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2018, compte tenu des investissements réalisés dans les actifs de production.

01.2.4 ENDETTEMENT FINANCIER, FLUX DE TRÉSORERIE ET INVESTISSEMENTS

01.2.4.1 INDICATEURS SUIVIS PAR LE GROUPE

La durée résiduelle moyenne des financements de projet consentis, au 31 décembre 2018 et au 30 juin 2019, pour l'ensemble des projets consolidés du Groupe en exploitation, se présente comme suit :

Durée résiduelle moyenne pondérée par l'endettement (en années)	Solaire	Eolien	Total
AUD	15,2	17,5	16,6
EUR	15,1	13,9	14,6
USD	16,3	NA	16,3
TOTAL 30.06.2019	15,4	15,9	15,7
TOTAL 31.12.2018	15,3	16,4	15,8

Le ratio moyen pondéré du montant de la dette projet levée par rapport aux dépenses d'investissement réalisées pour le développement et la construction des projets, pour l'ensemble des projets consolidés du Groupe en exploitation au 31 décembre 2018 et au 30 juin 2019, se présente comme suit :

Ratio Dette / Dépenses d'investissement	Solaire	Eolien	Total
AUD	69,6%	73,7%	72,0%
EUR	89,6%	83,2%	86,7%
USD	76,1%	NA	76,1%
TOTAL 30.06.2019	79,4%	77,6%	78,6%
TOTAL 31.12.2018	80,3%	77,3%	78,9%

Le taux d'intérêt moyen pondéré de l'endettement au titre des financements de projet, sur une base « all-in », c'est-à-dire la somme de la marge appliquée par l'établissement financier et les swaps de taux ou autres produits dérivés de taux, pour l'ensemble des projets consolidés du Groupe en opération, se présente comme suit :

Taux d'intérêts moyen pondéré "all-in"	Solaire	Eolien	Total
AUD	4,7%	4,0%	4,3%
EUR	3,2%	2,5%	2,9%
USD	6,5%	NA	6,5%
TOTAL 30.06.2019	4,4%	3,4%	3,9%
TOTAL 31.12.2018	4,6%	3,8%	4,2%

Par ailleurs, au 30 juin 2019, le taux d'intérêt moyen pondéré des différentes dettes du Groupe (dettes projets, dettes mezzanines et dettes *corporate*, mais excluant les prêts d'actionnaires) était de 3,59% en euros, 4,84% en dollars australiens, et 6,96% en dollars américains. Ce taux d'intérêt moyen est (i) calculé sur la base de tous les financements à date (dette signée, en tirage, en remboursement, consolidée) (ii) pondéré sur la base de l'encours de dette au 30 Juin 2019 (iii) calculé sur une base « all-in » c'est-à-dire la somme de la marge appliquée par l'établissement financier et les swaps de taux ou autres produits dérivés de taux.

01.2.4.2 PASSAGE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER CONSOLIDÉ A LA DETTE NETTE

Dans le cadre de l'analyse et la gestion de son endettement, le Groupe prend en compte non seulement le niveau global de son endettement financier consolidé, mais aussi sa « dette nette », un indicateur non-IFRS.

En millions d'euros	30.06.2019	31.12.2018	Variations	
Emprunts bancaires – financement des projets	1 378,3	1 229,3	+149,0	+ 12,1%
Financements obligataires des projets	265,0	262,8	+2,2	+ 0,8%
Dettes locatives ⁽¹⁾	103,9	96,9	+7,0	+ 7,2%
Financement corporate	14,7	16,1	- 1,4	- 8,7%
Investisseurs minoritaires et autres ⁽²⁾	27,3	45,4	- 18,1	- 39,9%
Instruments dérivés passifs – effets des couvertures ⁽³⁾	107,5	40,3	+67,2	+ 166,7%
Total dettes financières	1 896,7	1 690,8	+205,9	+ 12,2%
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	(337,8)	(503,8)	+166,0	- 32,9%
Dépôts de garantie ⁽⁴⁾	(124,9)	(97,8)	- 27,1	+ 27,7%
Investisseurs minoritaires et autres ⁽²⁾	(27,3)	(45,4)	+18,1	- 39,9%
Instruments dérivés actifs – effets des couvertures ⁽³⁾	(2,6)	(5,8)	+3,2	- 55,2%
Total dette nette	1 404,1	1 037,9	+366,2	+ 35,3%

(1) Les dettes locatives sont incluses dans le calcul de la dette nette, en regard d'un EBITDA qui n'inclut pas les charges de loyers (application IFRS 16).

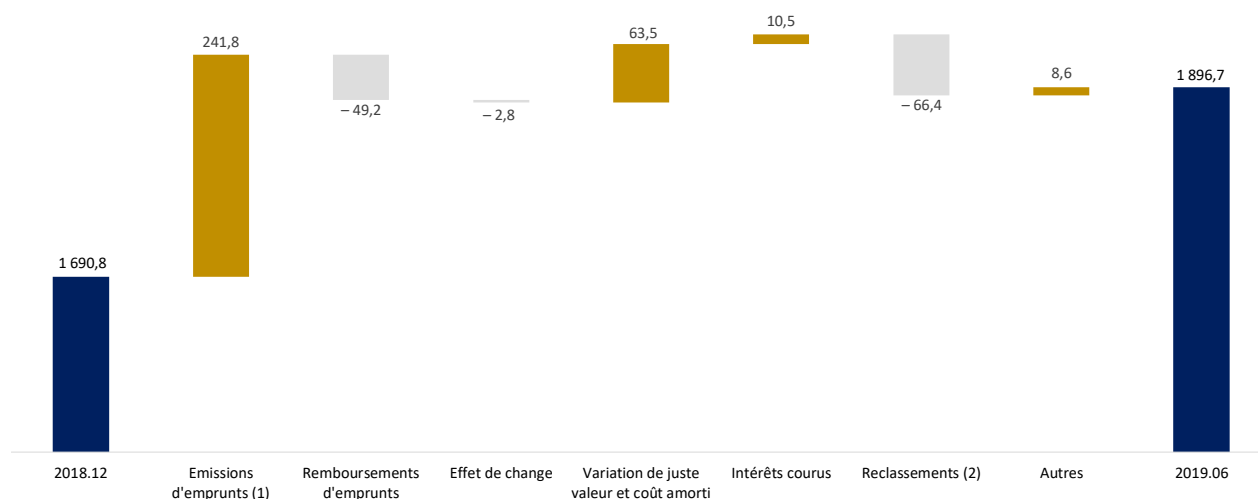
(2) Comprend notamment les prêts d'actionnaires octroyés aux sociétés de projets ou holdings de sociétés de projets par des actionnaires minoritaires.

(3) Instruments dérivés de couverture de risque de taux.

(4) Comprend principalement des dépôts liés aux comptes de réserve des financements bancaires sur les actifs de production.

La dégradation de la dette nette sur la période s'explique principalement par l'augmentation des dettes financières pour 205,9 millions d'euros et par la baisse de la trésorerie disponible à hauteur de 166,0 millions d'euros, compte tenu des importants investissements réalisés dans les actifs de production. Ces effets sont partiellement compensés par la hausse des dépôts liés aux comptes de réserve des financements bancaires sur les actifs de production et par le recul des prêts accordés par des actionnaires minoritaires, pour respectivement 27,1 millions d'euros et 18,1 millions d'euros.

L'évolution des dettes financières du Groupe au cours du semestre se présente comme suit. Les montants sont exprimés en millions d'euros.



(1) Comprennent essentiellement les émissions d'emprunt relatifs au projet éolien Bulgana en Australie pour 84 millions d'euros, au projet solaire Numurkah en Australie pour 41 millions d'euros, au projet solaire jamaïcain Paradise Park pour 26 millions d'euros, au projet solaire Atiplano 200 en Argentine pour 21 millions d'euros, au projet éolien Hedet en Finlande pour 15 millions d'euros et à des projets français individuellement non significatifs pour 44 millions d'euros.

(2) Correspond au classement de l'activité biomasse en activités destinées à être cédées conformément à la norme IFRS 5 (se référer à la note 10 aux états financiers consolidés semestriels).

01.2.4.3 COVENANTS FINANCIERS

Au 30 juin 2019, il n'est constaté aucune indication que les différentes sociétés financées par des dettes projet ne respectent pas leurs covenants de ratios financiers de DSCR⁶ minimum, ou de fonds propres minimum.

En juillet 2019, le Groupe a obtenu les « waivers » signés par les prêteurs pour les projets Auxois Sud et Champs d'amour, venant ainsi régulariser le non-respect de leurs covenants au 31 décembre 2018.

01.2.4.4 SITUATION ET FLUX DE TRÉSORERIE

En millions d'euros	30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations	
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	81,6	60,0	+21,6	+ 36,0%
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(405,1)	(253,0)	- 152,1	+ 60,1%
Flux net de trésorerie liés aux activités de financement	158,5	143,1	+15,4	+ 10,8%
Incidence de la variation des taux de change	0,6	(1,4)	+2,0	- 142,9%
Effet du reclassement de la trésorerie des activités destinées à être cédées ⁽¹⁾	(1,7)	-	- 1,7	-
Variation nette de la trésorerie	(166,1)	(51,2)	- 114,9	+ 224,4%

(1) Ces retraitements correspondent au classement des flux de trésorerie relatifs aux activités destinées à être cédées conformément à la norme IFRS 5 (se référer à la note 10 aux états financiers consolidés semestriels).

⁶ « Debt service coverage ratio » ou DSCR correspond au ratio de couverture du service de la dette par des liquidités, défini dans les contrats de financements de projet contenant des covenants financiers.

01.2.4.5 FLUX NET GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPERATIONNELLE DU GROUPE

En millions d'euros	30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations	
Résultat net des activités poursuivies	18,7	8,5	+10,2	+ 120,0%
Éliminations ⁽¹⁾	84,1	63,7	+20,4	+ 32,0%
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	(18,1)	(13,3)	- 4,8	+ 36,1%
Impôts décaissés (encaissés)	(3,5)	(0,5)	- 3,0	+ 600,0%
Flux de trésorerie opérationnels des activités destinées à être cédées ⁽²⁾	0,4	1,6	- 1,2	- 75,0%
Flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles	81,6	60,0	+21,6	+ 36,0%

(1) Comprend les variations non-cash, y compris notamment les amortissements et provisions, les variations de juste valeur au résultat des instruments financiers dérivés, les plus et moins-values de cession et la charge (produit) d'impôt différé. La hausse de la période s'explique en partie par la croissance des sociétés en opération.

(2) Ces retraitements correspondent au classement des flux de trésorerie relatifs aux activités destinées à être cédées conformément à la norme IFRS 5 (se référer à la note 10 aux états financiers consolidés semestriels).

La progression des flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles de 21,6 millions d'euros provient essentiellement de la croissance de l'EBITDA, détaillée au paragraphe 1.2.3.5.2 « Résultats sectoriels ».

01.2.4.6 FLUX NET PROVENANT DES INVESTISSEMENTS DU GROUPE

En millions d'euros	30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations	
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise ⁽¹⁾	(0,7)	(13,1)	+12,4	- 94,7%
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	0,3	0,7	- 0,4	- 57,1%
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽²⁾	(377,1)	(227,2)	- 149,9	+ 66,0%
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,0	(0,0)	+0,0	- 200,0%
Acquisition d'actifs financiers ⁽³⁾	(27,2)	(13,6)	- 13,6	+ 100,0%
Dividendes reçus	0,0	-	+0,0	-
Cession d'actifs financiers	-	0,0	- 0,0	- 100,0%
Flux de trésorerie d'investissement des activités destinées à être cédées ⁽⁴⁾	(0,4)	0,2	- 0,6	- 300,0%
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(405,1)	(253,0)	- 152,1	+ 60,1%

(1) Au 30 juin 2018, le flux correspond essentiellement aux projets Bulgana et Altiplano 200.

(2) Ces flux sont détaillés dans le paragraphe 1.2.5 « Investissements réalisés par le Groupe » et dans le tableau des flux de trésorerie présenté dans les états financiers consolidés semestriels.

(3) La hausse des investissements réalisés sur la période s'explique essentiellement par l'augmentation des comptes de réserve de financement (DSRA) liés au financement des actifs de production.

(4) Ces retraitements correspondent au classement des flux de trésorerie relatifs aux activités destinées à être cédées conformément à la norme IFRS 5 (se référer à la note 10 aux états financiers consolidés semestriels).

La hausse des dépenses liées aux activités d'investissement, à hauteur de 152,1 millions d'euros, s'explique principalement par l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, et dans une moindre mesure par des acquisitions d'actifs financiers, associées aux comptes de réserve de financement.

01.2.4.7 FLUX NET PROVENANT DU FINANCEMENT DU GROUPE

En millions d'euros	30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations	
Augmentation de capital de la société mère	0,4	0,0	+0,3	NA
Contribution des investisseurs minoritaires aux augmentations de capital	0,8	0,5	+0,3	+ 50,0%
Cession (acquisition) nette d'actions propres	(3,1)	-	(3,1)	NA
Émission d'emprunts ⁽¹⁾	241,8	207,0	+34,8	+ 16,8%
Dividendes payés	(1,5)	(0,4)	(1,1)	+ 275,0%
Remboursement d'emprunts	(49,2)	(44,8)	(4,4)	+ 9,8%
Intérêts financiers nets versés ⁽¹⁾	(29,7)	(16,7)	(13,0)	+ 77,8%
Flux de trésorerie de financement des activités destinées à être cédées ⁽²⁾	(0,9)	(2,5)	+1,6	- 64,0%
Flux net de trésorerie liés aux activités de financement	158,5	143,1	+15,4	+ 10,8%

(1) Se référer au paragraphe 1.2.4.1 "Passage de l'endettement financier consolidé à la dette nette".

(2) Ces retraitements correspondent au classement des flux de trésorerie relatifs aux activités destinées à être cédées conformément à la norme IFRS 5 (se référer à la note 10 aux états financiers consolidés semestriels).

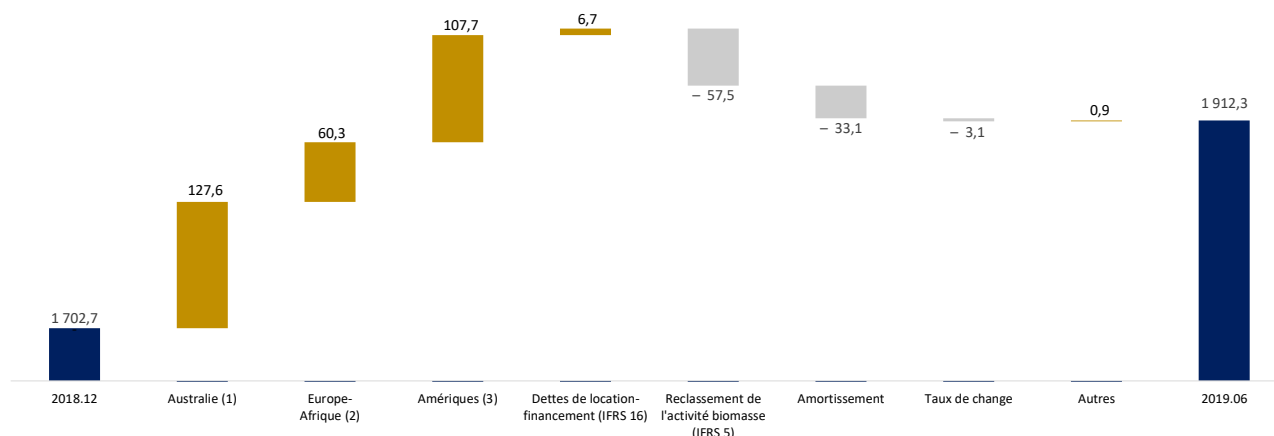
Les flux de trésorerie liés aux activités de financement augmentent de 15,4 millions en lien avec la stratégie du Groupe visant à financer ses investissements principalement au moyen de dette projet sans recours.

01.2.5 INVESTISSEMENTS REALISES PAR LE GROUPE

En millions d'euros	30.06.2019	30.06.2018 retraité	Variations	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽¹⁾ :	313,5	197,4	116,1	+ 58,8%
-Dont acquisitions d'immobilisations incorporelles	17,2	12,4	4,8	+ 38,3%
-Dont acquisitions d'immobilisations corporelles	296,3	184,9	111,4	+ 60,2%
Investissements financiers :	27,9	26,7	1,2	+ 4,5%
-Dont acquisitions d'actifs financiers	27,2	13,6	13,6	+ 100,3%
-Dont acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	0,7	13,1	(12,4)	- 94,7%

(1) Les montants bruts d'acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles sont présentés ci-dessus avant la variation des dettes fournisseurs d'immobilisation qui permet de réconcilier la valeur des actifs immobilisés avec les dépenses en trésorerie engagées. Les montants nets de ces variations figurant dans les tableaux de flux de trésorerie au titre du 30 juin 2018 et du 30 juin 2019 s'élevaient, respectivement, à 227,2 millions d'euros et 377,1 millions d'euros.

Le graphique ci-après présente l'évolution des immobilisations corporelles du Groupe entre le 31 décembre 2018 et le 30 juin 2019. Les montants sont exprimés en millions d'euros.



Les acquisitions de la période correspondent aux centrales en construction sur le premier semestre 2019, dont notamment :

(1) Bulgana (75 millions d'euros) et Numurkah (52 millions d'euros) ;

(2) Hedet (14 millions d'euros) en Finlande, trois projets éoliens en France (9 millions d'euros) et sept projets solaires en France (21 millions d'euros) ;

(3) El Llano (46 millions d'euros) au Mexique, Altiplano 200 (25 millions d'euros) en Argentine, Paradise Park (25 millions d'euros) en Jamaïque et Capella (13 millions d'euros) au Salvador.

01.2.5.1 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS EN COURS DE REALISATION

Les principaux investissements du Groupe en cours de réalisation correspondent aux projets en construction détaillés dans le paragraphe 1.2.5 « Investissements réalisés par le Groupe ».

01.2.5.2 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS ENVISAGES

Le Groupe poursuit une stratégie « *develop-to-own* » selon laquelle il développe ses projets dans le but de contrôler et d'exploiter ses actifs de production. Dans ce cadre, les investissements qu'il envisage de réaliser dans le futur consisteront principalement à alimenter son portefeuille par de nouveaux projets, et continuer de faire avancer les projets existants jusqu'à la mise en service des installations.

01.2.6 RETRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPARATIVE

Au cours du deuxième trimestre 2019, le Groupe a engagé le processus de cession de sa centrale biomasse, héritée de l'acquisition de Poweo EnR en 2011.

A l'issue d'un processus compétitif, au cours de l'été 2019, il est entré en négociation exclusive en vue de la cession de son unité de cogénération de Commentry et de sa filiale d'approvisionnement en biomasse.

Cette cession a été formellement finalisée le 4 septembre 2019.

La contribution relative aux entités cédées est dès lors présentée au sein des activités non poursuivies ou en cours de cession dans les comptes au 30 juin 2019.

Les informations comparatives du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie consolidés 2018 ont été retraitées en conséquence, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 (se référer à la note 10 des états financiers consolidés semestriels).

Aucune perte de valeur n'a été constatée suite à ce classement.

01.2.7 PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 21 états financiers consolidés semestriels. Elles sont de même nature que celles commentées dans les états financiers au 31 décembre 2018.

Elles concernent les opérations avec les entités Impala, Eiffel Investissements Groupe et BPI, pour les natures d'opérations suivantes :

- Charges de management fees et intérêts sur dettes de financement et sur garanties octroyées ;
- Dettes de financement.

01.2.8 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Acquisition d'un ensemble de parcs éoliens en Irlande

Le 1^{er} août 2019, le Groupe a annoncé l'acquisition de huit parcs éoliens en opération en Irlande d'une capacité cumulée de 53,4 MW, pour un montant total, payé en numéraire, de 25,8 millions d'euros.

En application de la norme IFRS 3 – Regroupements d'entreprises, Neoen entend qualifier de « business combination » l'acquisition de ce portefeuille d'actifs. Il prévoit ainsi d'effectuer une allocation du prix d'acquisition d'ici à la clôture annuelle au 31 décembre 2019.

Cession de l'activité Biomasse

Le 4 septembre 2019, le Groupe a cédé à Coriance son unité de cogénération de Commentry ainsi que sa filiale d'approvisionnement en biomasse, pour un montant total de 37 millions d'euros (dont 26,8 millions d'euros pour Neoen, compte tenu d'une détention minoritaire par la Caisse des Dépôts et Consignation dans cette unité de cogénération).

En application de la norme IFRS 5, ces actifs sont traités dans les comptes au 30 juin 2019 comme une activité destinée à être cédée. Cette cession marque l'arrêt par le Groupe de son investissement dans l'activité biomasse.

Mise en service de la centrale solaire de Numurkah

Au cours du mois de juillet 2019, le Groupe a procédé à la mise en service de la centrale solaire de Numurkah en Australie. Avec ce nouveau projet d'une capacité de 128 MWc, Neoen confirme son statut de premier producteur indépendant d'énergies renouvelables d'Australie.

Plan d'attribution d'actions gratuites

Le 10 juillet 2019, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer gratuitement 297 000 actions de Neoen SA à certains salariés du Groupe. L'attribution des actions ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition d'une durée de 3 ans, à condition que les bénéficiaires soient toujours présents dans le Groupe et que les conditions de performance fixées par le Conseil d'administration dans le règlement du plan, et portant notamment sur l'atteinte d'objectifs financiers et de développement, soient remplies.

Contentieux avec le régulateur australien de l'énergie (AER)

Le 2 mai 2019, le régulateur australien de l'énergie (Australian Energy Regulator ou AER) a invité HWF1 (et d'autres producteurs d'énergies renouvelables) à fournir des informations supplémentaires en lien avec des allégations de non-respect des Normes Nationales sur l'Electricité (National Electricity Rules ou « NER ») dans le cadre d'une panne électrique ayant affecté l'état d'Australie du Sud en septembre 2016. Suite à la réponse écrite transmise par HWF1, et à une réunion tenue avec l'AER courant mai 2019, l'AER a, le 6 août 2019, entamé des poursuites judiciaires contre HWF1 (et contre d'autres producteurs d'énergies renouvelables) en raison du non-respect allégué des NER et demandé, notamment, de condamner HWF1 à payer une amende d'un montant actuellement non divulgué. Le Groupe conteste vivement ces allégations et s'efforcera de défendre cette position dans le cadre du contentieux en cours. En conséquence, Neoen n'a pas constitué de provision dans ses comptes consolidés au 30 juin 2019. Néanmoins, en raison des risques inhérents à tout contentieux et ses conséquences potentielles pour toutes les parties (y compris, notamment, le risque d'une action de Groupe contre HWF1 menée par des demandeurs requérant réparation des préjudices prétendument liés à la panne électrique), HWF1 continuera les discussions avec l'AER en vue d'explorer les possibilités de règlement de ce sujet.

Poursuite de la croissance du portefeuille sécurisé

En août 2019, Neoen a remporté une puissance agrégée de 43 MWc lors du dernier appel d'offres gouvernemental (dit « CRE 4.6 ») pour des centrales photovoltaïques au sol. Cette puissance se répartit sur cinq projets, détenus à 100%. Tous situés sur des sites dégradés, ces projets permettront la réhabilitation d'anciennes carrières et de friches industrielles dont la revalorisation et les usages possibles sont très restreints. La mise en service de ces centrales est prévue en 2021.

Par ailleurs, toujours en août 2019, Neoen a remporté un projet solaire d'une capacité totale de 50 MVA (environ 65 MWc) lors d'un appel d'offres gouvernemental au Portugal. Détenu à 100%, ce projet dispose d'un PPA auprès du gouvernement portugais d'une durée de

15 ans à un prix non inflaté de 23,47€/MWh. Il s'agit d'un prix d'achat parmi les plus élevés de ceux alloués dans le cadre de cet appel d'offres. La centrale produira chaque année 130 GWh et devrait entrer en construction en 2021 et en opération début 2022.

Evolution du contexte économique en Argentine

Le résultat des élections primaires en Argentine, semblant indiquer que Mauricio Macri disposerait d'une faible probabilité de réélection lors des prochaines élections en octobre 2019, a provoqué en août 2019 une vive réaction des marchés, et notamment une dépréciation importante de la valeur du peso argentin contre le dollar américain. Cela a poussé les autorités argentines à prendre des mesures rapides afin de préserver les réserves de change du pays, via une forme de contrôle des changes jusqu'au 31 décembre 2019.

Un décret du 1er septembre 2019 impose notamment aux exportateurs le rapatriement en Argentine de leurs revenus et fixe des seuils aux opérations en devise pour les particuliers. Ce décret s'étend aussi aux investisseurs dans le pays. La portée de ce décret reste cependant encore sujette à interprétation et la banque centrale travaille actuellement à préciser son champ d'application.

Neoen et les principaux acteurs du secteur des énergies renouvelables en Argentine ont attiré l'attention des autorités sur le risque d'un impact négatif de ce décret sur les projets actuellement en cours de construction ou en opération, et ont sollicité une exemption, compte tenu des bénéfices apportés par ces projets.

Au 30 juin 2019, la contribution de l'ensemble des entités argentines au bilan du Groupe s'élevait à 75,5 M€, et se décomposait notamment comme suit :

- immobilisations incorporelles et corporelles : 32,1 M€,
- trésorerie et équivalents de trésorerie : 28,3 M€,
- financement de projets : 21,4 M€.

Par ailleurs, pour garantir les engagements de Neoen au titre des projets Altiplano et La Puna, des garanties bancaires, sous forme de lettres de crédit, ont été émises par des établissements de crédit, dont 38,6 MUSD sont encore en vigueur à la date de publication des comptes semestriels, faisant l'objet, à titre de couverture, de dépôts de garantie en espèces effectués par le Groupe à hauteur de 28,9 MUSD. Neoen a aussi contre-garanti à hauteur de 55 MUSD, les garanties émises par un assureur au titre de la bonne exécution des obligations des sociétés de projets dans le cadre des PPAs signés avec CAMMESA (administrateur du marché de l'électricité), dont l'extinction est contractuellement prévue 6 mois après la date de mise en service commerciale des centrales.

Enfin, la dépréciation du peso argentin contre le dollar américain, monnaie fonctionnelle des entités argentines, est susceptible de générer des pertes de change, relatives principalement à des crédits de TVA libellés en pesos argentins, et d'affecter le résultat financier du Groupe. Le Groupe estime ainsi qu'au cours de clôture du 31 août 2019 (dernier cours de clôture mensuel publié), les pertes de change latentes associées à son exposition argentine s'élevaient à 3,3 MUSD.

Nouveau contrat en Finlande avec Google

Neoen a signé en septembre 2019 un nouveau contrat de vente d'électricité verte avec Google en Finlande pour une capacité de 130 MW. Cette électricité sera produite par le futur parc éolien de Mutkalampi détenu à 80% par Neoen et à 20% par Prokon Finland dont la construction devrait être lancée en 2021 pour une mise en service prévue fin 2022. Il s'agit du deuxième contrat d'achat d'électricité verte en Finlande signé par Google avec Neoen, après celui signé il y a un an portant sur 81MW (parc éolien de Hedet).

01.2.9 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe estime être exposé à la date du présent rapport financier semestriel sont ceux détaillés au Chapitre 3 « Facteurs de risques » du document de référence de l'année 2018 et listés ci-après :

Risques relatifs aux activités du Groupe	<p>Risques relatifs aux projets et aux installations du Groupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques relatifs au développement, à la construction et à la maintenances installations du Groupe; - Risques relatifs au financement des installations du Groupe; - Risques relatifs à la vente de l'électricité produite par les installations du Groupe <p>Risques relatifs à l'organisation et à la stratégie du Groupe</p> <p>Risques comptables et financiers relatifs à l'activité du Groupe</p>
Risques relatifs au secteur des énergies renouvelables	<p>Risques relatifs à la réglementation et aux politiques publiques</p> <p>Risques climatiques et de catastrophes naturelles</p> <p>Risques liés à la concurrence au sein du secteur des énergies renouvelables et de compétitivité du secteur avec les autres sources de production d'énergie</p> <p>Risques liés à l'accès et à la performance des réseaux électriques</p>
Risques de marché	<p>Risques de taux</p> <p>Risques de change</p> <p>Risques de contrepartie</p> <p>Risques de liquidité</p>

02

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2019

02.1	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ.....	27
02.2	ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL.....	28
02.3	BILAN CONSOLIDÉ.....	29
02.4	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	30
02.5	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	31
02.6	INFORMATION SECTORIELLE.....	32
NOTE 1.	EVENEMENTS DE LA PERIODE ET PRINCIPES COMPTABLES.....	34
NOTE 1.1	EVENEMENTS DE LA PERIODE.....	34
NOTE 1.2	PRINCIPES COMPTABLES.....	34
NOTE 1.3	DÉCLARATION DE CONFORMITÉ ET BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS.....	34
NOTE 1.4	AMENDEMENTS, NOUVELLES NORMES ET REVISION DE NORMES EN VIGUEUR ET INTERPRETATIONS APPLIQUEES SUR LA PERIODE.....	34
NOTE 1.5	ADOPTION ANTICIPEE DES NOUVELLES NORMES OU INTERPRETATIONS DE LA PERIODE.....	34
NOTE 1.6	ESTIMATIONS ET JUGEMENTS.....	34
NOTE 2.	SAISONNALITE.....	35
NOTE 3.	EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	35
NOTE 3.1	SOCIETES CONSOLIDEES.....	35
NOTE 3.2	SOCIETES NON CONSOLIDEES.....	35
NOTE 3.3	EVOLUTION DU PERIMETRE.....	35
NOTE 4.	CHIFFRE D'AFFAIRES.....	36
NOTE 5.	CHARGES EXTERNES ET DE PERSONNEL.....	37
NOTE 6.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS COURANTS.....	37
NOTE 7.	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS OPERATIONNELS COURANTS.....	37
NOTE 8.	ELEMENTS NON COURANTS DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE.....	38
NOTE 9.	IMPOTS.....	38
NOTE 10.	ACTIVITES NON POURSUIVIES OU EN COURS DE CESSION.....	39
NOTE 11.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	42
NOTE 12.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	44
NOTE 13.	ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS.....	44
NOTE 14.	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	45
NOTE 15.	CAPITAUX PROPRES ET DETAIL DES INSTRUMENTS DILUTIFS.....	45
NOTE 16.	PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES.....	46
NOTE 17.	FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	47
NOTE 17.1	RESULTAT FINANCIER.....	47
NOTE 17.2	DETTE NETTE.....	47
NOTE 17.3	INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES.....	49
NOTE 17.4	JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS.....	50
NOTE 18.	PAIEMENTS EN ACTIONS.....	51
NOTE 18.1	PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS.....	51
NOTE 18.2	PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES.....	51
NOTE 19.	GESTION DES RISQUES.....	51
NOTE 19.1	RISQUES DE TAUX.....	51
NOTE 19.2	RISQUES DE CHANGE.....	52
NOTE 19.3	RISQUES DE CONTREPARTIE.....	52
NOTE 19.4	RISQUES DE LIQUIDITE.....	52
NOTE 19.5	RISQUES LIES AUX EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES.....	52

NOTE 20. ENGAGEMENTS HORS BILAN	53
NOTE 20.1 ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES	53
NOTE 20.2 ENGAGEMENTS HORS BILAN REÇUS	53
NOTE 21. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	54
NOTE 22. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	54

Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité et d'un rapport sans réserve de la part des commissaires aux comptes.

Les informations comparatives du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie consolidés présentées dans ce document ont été retraitées pour refléter le classement de l'activité biomasse conformément à la norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées. Ces retraitements sont décrits en note 10.

02.1 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30.06.2019	30.06.2018 retraité
Ventes d'énergies sous contrat		100,1	81,5
Ventes d'énergies sur le marché		14,3	6,9
Autres produits		3,8	2,5
Chiffre d'affaires	4	118,1	90,9
Achats de marchandises et variation de stocks		(0,2)	0,1
Charges externes et de personnel	5	(26,0)	(22,7)
Impôts, taxes et versements assimilés		(4,2)	(3,1)
Quote-part du résultat net des entreprises associées		0,5	0,4
Autres produits et charges opérationnels courants	6	5,8	10,0
Amortissements et provisions opérationnels courants	7	(35,9)	(28,1)
Résultat opérationnel courant		58,1	47,6
Autres produits et charges opérationnels non courants	8	(1,1)	(1,0)
Amortissements et provisions opérationnels non courants	8	(0,1)	0,1
Résultat opérationnel		57,0	46,7
Coût de l'endettement financier		(35,6)	(28,4)
Autres produits et charges financiers		6,4	(5,5)
Résultat financier	17	(29,2)	(33,9)
Résultat avant impôts		27,7	12,8
Impôts sur les résultats	9	(9,1)	(4,3)
Résultat net des activités poursuivies		18,7	8,5
Résultat net des activités non poursuivies ou en cours de cession	10	(0,3)	(0,2)
Résultat net de l'ensemble consolidé		18,4	8,3
<i>Résultat net - part du groupe</i>		16,7	7,2
<i>dont résultat net des activités poursuivies – part du groupe</i>		16,5	6,9
<i>dont résultat net des activités non poursuivies ou en cours de cession – part du groupe</i>		0,3	0,3
<i>Résultat net - intérêts minoritaires</i>		1,6	1,0
<i>dont résultat net des activités poursuivies – intérêts minoritaires</i>		2,2	1,6
<i>dont résultat net des activités non poursuivies ou en cours de cession - intérêts minoritaires</i>		(0,6)	(0,6)
<i>Résultat par action - avant dilution (en euros)</i>		0,22	0,15
<i>dont résultat net des activités poursuivies par action - avant dilution (euros)</i>		0,22	0,16
<i>dont résultat net des activités non poursuivies ou en cours de cession par action - avant dilution (euros)</i>		0,00	0,00
<i>Résultat par action - après dilution (en euros)</i>		0,21	0,15
<i>dont résultat net des activités poursuivies par action - après dilution (euros)</i>		0,22	0,16
<i>dont résultat net des activités non poursuivies ou en cours de cession par action - après dilution (euros)</i>		0,00	0,00

02.2 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30.06.2019	30.06.2018 retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé		18,4	8,3
Différences de conversion		0,1	(5,6)
Couverture de flux de trésorerie (swaps de taux d'intérêt) ⁽¹⁾	17.3	(71,0)	(2,6)
Impôts différés liés aux couvertures de flux de trésorerie ⁽¹⁾	17.3	20,4	0,8
Éléments recyclables par résultat		(50,5)	(7,5)
Écarts actuariels sur avantages au personnel		-	-
Impôts différés sur écarts actuariels		-	-
Autres		-	-
Éléments non recyclables par résultat		-	-
Résultat global de l'ensemble consolidé		(32,2)	0,8

(1) La couverture des flux de trésorerie représente la variation de la juste valeur des instruments financiers. Ces instruments étant efficaces, la variation est comptabilisée en « autres éléments du résultat global » dans les états financiers avec l'impôt différé correspondant.

02.3 BILAN CONSOLIDÉ

	Notes	30.06.2019	31.12.2018
<i>En millions d'euros</i>			
Ecart d'acquisition		-	-
Immobilisations incorporelles	11	133,2	121,7
Immobilisations corporelles	12	1 912,3	1 702,7
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises		7,1	6,7
Instruments financiers dérivés non courants		2,6	5,8
Actifs financiers non courants	13	132,8	106,0
Impôts différés actifs	9	50,8	39,1
Total des actifs non courants		2 238,7	1 982,0
Stocks		-	0,3
Clients et comptes rattachés		42,5	33,8
Autres actifs courants ⁽¹⁾		77,2	48,9
Instruments financiers dérivés courants		-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	337,8	503,8
Total des actifs courants		457,4	586,9
Actifs destinés à être cédés ⁽²⁾	10	74,8	-
Total de l'actif		2 770,9	2 568,9
<i>En millions d'euros</i>			
	Notes	30.06.2019	31.12.2018
Capital		170,1	169,9
Primes		501,0	500,8
Réserves		(67,8)	(35,2)
Actions propres		(5,9)	(2,7)
Résultat de l'exercice - part du groupe		16,7	12,4
Capitaux propres part du groupe		614,2	645,1
Intérêts ne conférant pas le contrôle		6,9	10,1
Capitaux propres	15	621,1	655,3
Provisions non courantes	16	10,0	10,6
Financements des projets - non courant	17	1 641,3	1 511,8
Financements corporate - non courant	17	12,2	13,9
Instruments financiers dérivés non courants	17	95,0	33,3
Autres passifs non courants		-	-
Impôts différés passifs	9	40,6	37,8
Total des passifs non courants		1 799,0	1 607,3
Provisions courantes	16	-	-
Financements des projets - courant	17	133,2	122,5
Financements corporate - courant	17	2,5	2,2
Instruments financiers dérivés courants	17	12,5	7,1
Fournisseurs et comptes rattachés		93,5	136,5
Autres passifs courants		37,9	37,9
Total des passifs courants		279,7	306,3
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés ⁽²⁾	10	71,1	-
Total du passif		2 770,9	2 568,9

(1) Ce poste correspond principalement aux avances et acomptes versés aux fournisseurs d'immobilisations (en lien avec la construction des installations) ainsi qu'à des créances fiscales.

(2) Conformément à la norme IFRS 5 (« Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées »), les actifs et passifs liés à l'activité biomasse sont présentés dans l'état de la situation financière consolidée au 30 juin 2019 comme des « actifs destinés à être cédés » et des « passifs liés aux actifs destinés à être cédés » (se référer à la note 10).

02.4 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Primes	Réserves et résultats	Actions propres	Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	Ecarts de conversion	Capitaux propres - part du groupe	Participations ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<i>En millions d'euros</i>									
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2018	108,0	64,0	17,6	(0,0)	(25,5)	(10,8)	164,1	13,5	177,5
Résultat global de la période	-	-	7,2	-	(7,3)	(5,2)	(0,1)	0,9	0,8
Distribution de dividendes	-	-	(0,0)	-	-	-	(0,0)	(0,4)	(0,4)
Augmentation de capital	0,0	(0,0)	(0,0)	-	-	-	(0,0)	0,5	0,5
Paiement en actions	-	-	0,5	-	-	-	0,5	-	0,5
Autres transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	(0,6)	-	-	-	(0,6)	(0,0)	(0,7)
Variation des actions auto-détenues	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations	-	-	0,2	-	(0,2)	-	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Capitaux propres au 30 juin 2018	108,0	64,0	24,8	(0,0)	(32,9)	(16,0)	163,9	14,4	178,3
Résultat global de la période	-	-	5,1	-	(19,7)	(9,9)	(14,6)	(1,1)	(15,7)
Distribution de dividendes	-	-	0,0	-	-	-	0,0	(3,3)	(3,3)
Augmentation de capital	55,5	386,3	(0,0)	-	-	-	441,7	0,0	441,8
Paiement en actions	-	-	2,0	-	-	-	2,0	-	2,0
Autres transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	(1,9)	-	(0,2)	(0,2)	(2,1)	0,1	(2,0)
Variation des actions auto-détenues	-	-	-	(2,7)	-	-	(2,7)	-	(2,7)
Variations de périmètre et autres variations	6,5	50,5	0,1	-	(0,1)	-	57,0	(0,0)	57,0
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2019	169,9	500,8	30,1	(2,7)	(52,9)	(26,1)	645,1	10,1	655,3
Résultat global de la période	-	-	16,8	-	(46,4)	0,0	(29,6)	(2,6)	(32,2)
Distribution de dividendes	-	-	(0,0)	-	-	-	(0,0)	(1,5)	(1,5)
Augmentation de capital	0,2	0,2	0,1	-	-	-	0,5	0,8	1,3
Paiement en actions	-	-	1,3	-	-	-	1,3	-	1,3
Autres transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	(0,0)	(0,0)	(0,0)	-	0,0	0,0	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Variation des actions auto-détenues	-	-	-	(3,1)	-	-	(3,1)	-	(3,1)
Variations de périmètre et autres variations	0,0	-	(0,0)	-	-	-	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Capitaux propres au 30 juin 2019	170,1	501,0	48,3	(5,9)	(99,3)	(26,1)	614,2	6,9	621,1

(1) Les « autres éléments du résultat global » comprennent principalement la juste valeur des instruments financiers (se référer à la note 17.3).

02.5 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En millions d'euros	Notes	30.06.2019	30.06.2018 retraité
Résultat net des activités poursuivies		18,7	8,5
Éliminations :			
de la quote-part de résultat dans les entreprises associées		(0,5)	(0,4)
de la charge (produit) d'impôt différé		3,3	0,0
des amortissements et provisions	7 et 8	36,3	27,9
de la variation de juste valeur au résultat des instruments financiers dérivés		0,8	0,9
des plus ou moins-values de cession		1,1	0,9
des charges et produits calculés liés aux paiements en actions		1,3	0,5
des autres produits et charges sans incidence de trésorerie		0,3	0,1
de l'impôt sur les résultats	9	5,8	4,3
du coût de l'endettement financier net	17	35,7	29,5
Incidence de la variation du BFR		(18,1)	(13,3)
Impôts décaissés (encaissés)		(3,5)	(0,5)
Flux de trésorerie opérationnels des activités destinées à être cédées ⁽¹⁾	10	0,4	1,6
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles		81,6	60,0
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise ⁽²⁾	3	(0,7)	(13,1)
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	3	0,3	0,7
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽³⁾	12	(377,1)	(227,2)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	11 et 12	0,0	(0,0)
Acquisition d'actifs financiers ⁽⁴⁾		(27,2)	(13,6)
Dividendes reçus		0,0	-
Cession d'actifs financiers		-	0,0
Flux de trésorerie d'investissement des activités destinées à être cédées ⁽¹⁾	10	(0,4)	0,2
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement		(405,1)	(253,0)
Augmentation de capital de la société mère	15	0,4	0,0
Contribution des investisseurs minoritaires aux augmentations de capital	15	0,8	0,5
Cession (acquisition) nette d'actions propres	15	(3,1)	-
Emission d'emprunts	17	241,8	207,0
Dividendes payés		(1,5)	(0,4)
Remboursement d'emprunts	17	(49,2)	(44,8)
Intérêts financiers nets versés	17	(29,7)	(16,7)
Flux de trésorerie de financement des activités destinées à être cédées ⁽¹⁾	10	(0,9)	(2,5)
Flux net de trésorerie liés aux activités de financement		158,5	143,1
Incidence de la variation des taux de change		0,6	(1,4)
Effet du reclassement de la trésorerie des activités destinées à être cédées ⁽¹⁾	10	(1,7)	-
Variation de trésorerie		(166,1)	(51,2)
Trésorerie à l'ouverture		503,8	259,7
Trésorerie à la clôture	14	337,8	208,5
Variation de la trésorerie nette		(166,1)	(51,2)

(1) Ces retraitements correspondent au classement des flux de trésorerie relatifs aux activités destinées à être cédées conformément à la norme IFRS 5 (se référer à la note 10).

(2) Au 30 juin 2018, le flux correspond essentiellement aux projets Bulgana et Altiplano 200.

(3) Correspond à des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles pour respectivement 362,6 M€ (dont 66,3 M€ de variation de dettes de fournisseurs d'immobilisations) et 14,5 M€ (dont 2,7 M€ de variation de dettes de fournisseurs d'immobilisations).

(4) La hausse des investissements réalisés sur la période s'explique essentiellement par l'augmentation des comptes de réserve de financement (DSRA) liés au financement des actifs de production.

02.6 INFORMATION SECTORIELLE

L'activité biomasse, correspondant au segment biomasse tel que présenté en 2018, est désormais incluse dans les activités non poursuivies ou en cours de cession. Sa contribution est décrite de manière distincte à la note 10.

Les résultats sectoriels des premiers semestres 2018 et 2019 sont ainsi présentés pour chacun des segments opérationnels du Groupe : éolien, solaire, stockage, et développement et investissements (y compris éliminations), la période comparative ayant été retraitée en conséquence.

En millions d'euros		30/06/2019	Eolien	Solaire	Stockage	Développement & Investissement ⁽²⁾	Eliminations ⁽³⁾	Total
EUROPE- AFRIQUE	Compte de résultat							
		Chiffre d'affaires	19,6	26,6	0,0			46,3
		EBITDA ⁽¹⁾	15,3	25,8	0,0			41,2
		Résultat opérationnel courant	8,5	17,7	0,0			26,3
	Tableau de flux de trésorerie							
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	37,1	45,1	2,4			84,6	
AMERIQUES	Compte de résultat							
		Chiffre d'affaires		8,5				8,5
		EBITDA ⁽¹⁾		6,1				6,1
		Résultat opérationnel courant		3,8				3,8
	Tableau de flux de trésorerie							
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		138,3				138,3	
AUSTRALIE	Compte de résultat							
		Chiffre d'affaires	33,1	19,7	8,3			61,1
		EBITDA ⁽¹⁾	28,2	18,4	6,7			53,2
		Résultat opérationnel courant	19,0	10,1	4,1			33,1
	Tableau de flux de trésorerie							
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	94,8	51,0	5,6			151,3	
TOTAL	Compte de résultat							
		Chiffre d'affaires	52,7	54,8	8,4	23,4	(21,2)	118,1
		EBITDA ⁽¹⁾	43,5	50,2	6,7	(8,9)	2,4	94,0
		Résultat opérationnel courant	27,5	31,6	4,1	(10,3)	5,2	58,1
	Tableau de flux de trésorerie							
	Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	131,8	234,4	8,0	0,8	2,0	377,1	

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS **02**
AU 30 JUIN 2019

En millions d'euros	30/06/2018 - retraité	Eolien	Solaire	Stockage	Développement & Investissement ⁽²⁾	Eliminations ⁽³⁾	Total
EUROPE- AFRIQUE	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	14,8	18,8	-			33,7
	EBITDA ⁽¹⁾	11,5	15,0	(0,0)			26,5
	Résultat opérationnel courant	6,0	8,5	(0,0)			14,5
	Tableau de flux de trésorerie						
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	59,4	24,7	(0,0)			84,1	
AMERIQUES	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires		8,0				8,0
	EBITDA ⁽¹⁾		5,8				5,8
	Résultat opérationnel courant		3,7				3,7
	Tableau de flux de trésorerie						
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		13,7				13,7	
AUSTRALIE	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	37,3	3,2	8,1			48,6
	EBITDA ⁽¹⁾	32,4	12,2	6,7			51,3
	Résultat opérationnel courant	23,1	8,6	4,0			35,8
	Tableau de flux de trésorerie						
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	53,5	69,8	18,8			142,1	
TOTAL	Compte de résultat						
	Chiffre d'affaires	52,2	30,1	8,1	32,3	(31,7)	90,9
	EBITDA ⁽¹⁾	43,9	33,0	6,7	9,3	(17,4)	75,6
	Résultat opérationnel courant	29,1	20,9	4,0	8,7	(15,2)	47,6
	Tableau de flux de trésorerie						
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	113,0	108,3	18,8	5,9	(18,7)	227,2	

(1) La notion d'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et provisions opérationnels courants. Il exclut donc les activités non poursuivies.

(2) Le chiffre d'affaires de ce secteur est essentiellement réalisé à partir des ventes de services aux autres entités du Groupe (éliminées en consolidation, à l'exception des montants facturés aux sociétés liées et aux autres entités qui ne sont pas consolidées par intégration globale par le Groupe) mais également des ventes de services à des tiers.

(3) Les éliminations concernent principalement l'annulation des facturations de services rendus par Neoen SA à ses sociétés de projet au titre du développement, de la supervision et de la gestion administrative des centrales ainsi que l'activation des coûts de développement conformément à IAS 38.

NOTE 1. EVENEMENTS DE LA PERIODE ET PRINCIPES COMPTABLES

NOTE 1.1 EVENEMENTS DE LA PERIODE

Refinancement du périmètre Arena Solar

Le 6 juin 2019, le Groupe a finalisé le refinancement des dettes du périmètre Arena (« Australian Renewable Energy Agency ») Solar, comprenant les projets Parkes, Griffith et Dubbo pour un montant de 143,8 millions de dollars australiens à échéance 2036. Cette opération a notamment permis au Groupe de réduire le taux effectif de financement applicable aux projets du portefeuille tout en allongeant l'horizon de remboursement de manière limitée.

Au 30 juin 2019, conformément à l'application de la norme IFRS 9, le Groupe a comptabilisé un produit financier de 5,9 millions d'euros en autres produits et charges financières au titre de ce refinancement (se référer à la note 17.1).

NOTE 1.2 PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables appliqués par Neoen ("le Groupe"), pour l'arrêté intermédiaire au 30 juin 2019, sont les mêmes que ceux qui ont été appliqués lors de l'établissement des comptes consolidés au titre de l'exercice 2018.

NOTE 1.3 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ ET BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 25 septembre 2019.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires du Groupe, au 30 juin 2019, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 « information financière intermédiaire », telle que publiée par l'IASB et adoptée dans l'Union Européenne. Ils présentent les informations principales telles que définies par la norme IAS 34 et doivent donc se lire en complément des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils figurent dans le Document de référence 2018 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financier (AMF) le 5 juin 2019 sous le numéro R.19-021.

NOTE 1.4 AMENDEMENTS, NOUVELLES NORMES ET REVISION DE NORMES EN VIGUEUR ET INTERPRETATIONS APPLIQUEES SUR LA PERIODE

Pour l'établissement de ses états financiers résumés intermédiaires au 30 juin 2019, le Groupe a appliqué les mêmes normes, interprétations et méthodes comptables que dans ses états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2018. Les autres nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes publiées, y compris IFRIC 23, qui sont d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2019 n'ont pas d'incidences significatives sur les comptes semestriels du Groupe.

NOTE 1.5 ADOPTION ANTICIPEE DES NOUVELLES NORMES OU INTERPRETATIONS DE LA PERIODE

Aucune nouvelle norme ou interprétation n'a été appliquée par anticipation par le Groupe.

NOTE 1.6 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Pour établir les comptes du Groupe, la Direction procède à des estimations dans la mesure où des éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre

en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En conséquence, les montants figurant dans les futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements, au 30 juin 2019, sont les suivants :

- La durée d'amortissement des actifs de production (note 12) ;
- La charge d'impôt, évaluée sur la base du taux d'impôt effectif moyen (note 9) ;
- L'estimation de la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles (notes 11 et 12) ;
- L'estimations de renouvellement de contrats de location et de taux d'actualisation suite à l'application d'IFRS 16 (notes 12 et 17.2) ;
- L'activation des frais de développement (note 11) ;
- Le montant des provisions (note 16).

NOTE 2. SAISONNALITE

Les installations de production photovoltaïques et éoliennes du Groupe sont affectées localement par des variations saisonnières, inhérentes aux niveaux d'ensoleillement et de vent. Toutefois, compte tenu du mix technologique, de la diversité des implantations géographiques et du rythme de mises en service de capacités de production additionnelles résultant du fort rythme de croissance du Groupe, cet effet de saisonnalité n'a à ce jour pas d'incidence significative sur l'activité.

NOTE 3. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

NOTE 3.1 SOCIETES CONSOLIDEES

Au 30 juin 2019, le Groupe Neoen est composé de 288 sociétés consolidées, dont 284 en intégration globale et 4 en mise en équivalence.

Pour rappel, au 31 décembre 2018, le Groupe Neoen était composé de 280 sociétés consolidées, dont 276 en intégration globale et 4 en mise en équivalence.

NOTE 3.2 SOCIETES NON CONSOLIDEES

Le Groupe a consolidé l'intégralité de ses filiales même si celles-ci pourraient être considérées comme non significatives.

NOTE 3.3 EVOLUTION DU PERIMETRE

Dans le cadre de son développement, Neoen est amené régulièrement à réaliser des créations de sociétés.

NOTE 4. CHIFFRE D'AFFAIRES

Principes comptables

Les produits des activités ordinaires (ou chiffre d'affaires) correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et services vendus dans le cadre habituel des activités du Groupe. Les produits des activités ordinaires figurent nets de rabais et de remises, et de déduction faite des ventes intragroupes. Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie due.

Le Groupe distingue les revenus sous contrats, majoritairement long terme, de ceux provenant des ventes sur le marché. Le chiffre d'affaires est essentiellement constitué des ventes d'électricité et de certificats verts.

Les ventes d'énergies correspondent aux ventes d'électricité au niveau des unités de production ainsi qu'aux certificats verts associés, ou de revenus d'arbitrage et de fourniture de services auxiliaires aux réseaux dans le cadre des activités de stockage.

L'énergie est vendue soit conformément aux différents contrats dont les prix de vente sont définis par décret ou dans le cadre d'appels d'offres, soit sur le marché.

Le chiffre d'affaires est reconnu en fonction des quantités produites et / ou injectées au cours de la période ou lors de l'émission de l'énergie donnant droit aux certificats.

Le chiffre d'affaires se ventile de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	Solaire	Eolien	Stockage	Autre ⁽¹⁾	30.06.2019
Electricité	43,6	42,0	0,0	-	85,7
Certificats verts	3,9	10,6	-	-	14,4
Ventes d'énergies sous contrat	47,5	52,5	0,0	-	100,1
Electricité	5,7	0,1	7,0	-	12,8
Certificats verts	1,5	(0,1)	-	-	1,5
Ventes d'énergies sur le marché	7,2	(0,0)	7,0	-	14,3
Prestations de services	-	-	-	0,4	0,4
Autres	0,1	0,1	1,3	1,8	3,4
Autres produits	0,1	0,1	1,3	2,2	3,8
Au 30 juin 2019	54,9	52,7	8,4	2,2	118,1

<i>En millions d'euros</i>	Solaire	Eolien	Stockage	Autre ⁽¹⁾	30.06.2018 retraité
Electricité	28,1	32,6	-	-	60,7
Certificats verts	1,2	19,6	-	-	20,7
Ventes d'énergies sous contrat	29,3	52,1	-	-	81,5
Electricité	0,1	-	6,7	-	6,8
Certificats verts	0,1	0,0	-	-	0,1
Ventes d'énergies sur le marché	0,2	0,0	6,7	-	6,9
Prestations de services	-	-	-	0,6	0,6
Autres	0,5	-	1,4	0,0	1,9
Autres produits	0,5	-	1,4	0,6	2,5
Au 30 juin 2018	30,1	52,2	8,1	0,6	90,9

(1) Les autres produits correspondent principalement à l'activité de développement et à des prestations de services auprès de tiers.

NOTE 5. CHARGES EXTERNES ET DE PERSONNEL

Ces dépenses sont principalement composées de charges d'exploitation sur les actifs de production (assurance, entretien, maintenance...) et d'autres coûts non directement affectés aux projets (honoraires, informatique, frais généraux...).

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	30.06.2018 retraité
Entretiens et réparations	(7,6)	(5,2)
Autres charges externes	(12,6)	(12,3)
Charges externes	(20,1)	(17,5)
Salaires et charges	(5,9)	(5,2)
Total charges externes et de personnel	(26,0)	(22,7)

NOTE 6. AUTRES PRODUITS ET CHARGES
OPERATIONNELS COURANTS

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	30.06.2018 retraité
Autres produits opérationnels courants	5,9	10,1
Autres charges opérationnelles courantes	(0,2)	(0,2)
Autres produits et charges opérationnels courants	5,8	10,0

Les autres produits opérationnels courants sont essentiellement composés des compensations contractuelles consécutives principalement aux pertes de revenus résultant de retards dans la mise en service de certains projets et à des amortissements relatifs à la partie non remboursable des subventions.

NOTE 7. AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS
OPERATIONNELS COURANTS

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	30.06.2018 retraité
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(35,4)	(27,7)
Reprises sur amortissements des actifs immobilisés	-	-
Autres dotations aux provisions	0,4	0,8
Autres reprises sur provisions	(0,8)	(1,2)
Total amortissements et provisions	(35,9)	(28,1)

NOTE 8. ELEMENTS NON COURANTS DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	30.06.2018 retraité
Frais de développement antérieurs	(0,5)	(0,9)
Résultat des cessions d'actifs	(0,6)	0,0
Autres produits et charges	0,1	(0,1)
Autres produits et charges opérationnels non courants	(1,1)	(1,0)
Amortissements et provisions opérationnels non courants ⁽¹⁾	(0,1)	0,1

(1) Les amortissements et provisions opérationnels non courants sont principalement constitués des dépréciations pour pertes de valeur des frais de développement immobilisés.

Le résultat des cessions d'actifs provient essentiellement de la cession du projet Montsinery durant la période.

NOTE 9. IMPOTS

Impôts différés

<i>En millions d'euros</i>	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Total
Impôts différés nets au 31 décembre 2018	39,1	37,8	1,3
Mouvement par résultat	26,3	32,1	(5,8)
Autres éléments du résultat global	14,3	(6,1)	20,4
Effet des variations de périmètre	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Actualisation	-	-	-
Compensation des impôt différés	(23,5)	(23,5)	0,0
Autres mouvements ⁽¹⁾	(5,4)	0,3	(5,7)
Impôts différés nets au 30 juin 2019	50,8	40,6	10,2

(1) Correspond essentiellement à l'impôt différé, des entités Biomasse Energie de Commeny et Biosource, reclassés en IFRS 5.

Impôts sur les résultats

Au titre de la période intermédiaire au 30 juin 2019, la charge d'impôt a été calculée sur la base de la meilleure estimation du taux effectif d'imposition annuel moyen attendu pour l'exercice complet.

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	30.06.2018 retraité
Résultat avant impôts	27,7	12,8
Impôts sur les résultats	(9,1)	(4,3)
Impôt exigible	(3,3)	(0,2)
Impôt différé	(5,8)	(4,1)
Taux d'impôt effectif	32,7%	33,5%

NOTE 10. ACTIVITES NON POURSUIVIES OU EN COURS DE CESSION

Principe comptable

Une activité arrêtée ou en cours de cession est une composante du Groupe dont celui-ci s'est séparé (par sa vente ou d'une autre manière) ou qui est détenue en vue de sa vente.

Conformément à la norme IFRS 5, pour être classées en « Activités non poursuivies ou en cours de cession » :

- Les activités doivent avoir été arrêtées ou être préalablement classées en « Actifs destinés à être cédés » ;
- Les activités arrêtées ou en cours de cession doivent être clairement distinguées du reste du Groupe, sur le plan opérationnel et pour la communication d'informations financières ;
- Celles-ci doivent représenter une ligne d'activité significative (ou une région géographique principale et distincte) ; et
- Faire partie d'un plan de cession ou d'abandon unique et coordonné ou être une filiale acquise exclusivement dans le but de la revente.

Le résultat net des activités non poursuivies ou en cours de cession est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, une analyse détaillée de ce montant étant donnée ci-dessous. Le compte de résultat des exercices précédents fait alors l'objet de reclassements pour présenter sur une ligne distincte le résultat des activités non poursuivies ou en cours de cession. Dans le tableau des flux de trésorerie, les flux liés à ces activités sont présentés de manière séparée des flux des activités poursuivies.

Lorsqu'un actif non courant ou un groupe d'actifs non courants ne remplit plus les critères d'actifs détenus en vue de la vente, ils cessent d'être classés dans cette rubrique.

Dans ce cas, ils sont évalués au plus bas entre :

- La valeur comptable avant classification de l'actif (ou groupe d'actif) comme détenu en vue de la vente, ajusté de tout amortissement qui aurait été comptabilisé si l'actif (ou le groupe d'actif) n'avait pas été classé comme détenu en vue de la vente ; et
- Sa valeur recouvrable à la date de décision de ne plus vendre. La valeur recouvrable est la valeur la plus haute entre la valeur de marché nette des coûts de cession et la valeur d'utilité.

Tout ajustement de la valeur comptable est inclus dans le compte de résultat des activités poursuivies de la période dans laquelle les actifs cessent d'être classés comme détenus en vue de la vente.

Les actifs non courants (ou groupe destiné à être cédé) sont classés comme « destinés à être cédés » dès lors que leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Ce classement implique que les actifs (ou le groupe destiné à être cédé) sont disponibles en vue de leur vente immédiate et que celle-ci est hautement probable. Les actifs non courants classés comme « destinés à être cédés » sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. Toute réduction de valeur des actifs (ou du groupe destiné à être cédé) à la juste valeur diminuée des coûts de cession est comptabilisée en résultat.

Au cours du deuxième trimestre 2019, le Groupe a engagé le processus de cession de sa centrale biomasse, héritée de l'acquisition de Poweo EnR en 2011.

A l'issue d'un processus compétitif, au cours de l'été 2019, il est entré en négociation exclusive en vue de la cession de son unité de cogénération de Commentry et de sa filiale d'approvisionnement en biomasse.

Cette cession a été formellement finalisée le 4 septembre 2019 (se référer à la note 22).

La contribution relative aux entités cédées est dès lors présentée au sein des activités non poursuivies ou en cours de cession dans les comptes au 30 juin 2019.

Les informations comparatives du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie consolidés 2018 ont été retraitées en conséquence, conformément aux dispositions de la normes IFRS 5.

Aucune perte de valeur n'a été constatée suite à ce classement.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, les reclassements suivants ont été effectués dans les comptes consolidés au 30 juin 2019 :

- Les incidences sur le compte de résultat sont détaillées dans le tableau ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	30.06.2018
Ventes d'énergies sous contrat	11,7	10,8
Chiffre d'affaires	11,7	10,8
Achats de marchandises et variation de stocks	(4,6)	(4,5)
Charges externes et de personnel	(2,6)	(2,0)
Impôts, taxes et versements assimilés	(0,3)	(0,3)
Autres produits et charges opérationnels courants	(0,0)	(0,0)
Amortissements et provisions opérationnels courants	(2,4)	(2,4)
Résultat opérationnel courant	1,7	1,7
Autres produits et charges opérationnels non courants	-	(0,1)
Résultat opérationnel	1,7	1,6
Coût de l'endettement financier	(1,5)	(1,6)
Autres produits et charges financiers	(0,5)	(0,4)
Résultat financier	(2,0)	(2,0)
Résultat avant impôts	(0,3)	(0,5)
Impôts sur les résultats	(0,1)	0,2
Résultat net des activités non poursuivies ou en cours de cession	(0,3)	(0,2)

- Les incidences sur le bilan sont détaillées dans le tableau ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	31.12.2018 ⁽¹⁾
Actifs non courants	63,5	63,3
Actifs courants	11,3	11,1
Actifs destinés à être cédés	74,8	74,4
Passifs non courants	62,9	64,8
Passifs courants	8,3	30,5
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	71,1	95,2

(1) Au 31 décembre 2018, les données sont fournies à titre de comparaison. Le bilan 2018 n'a pas été retraité conformément à la norme IFRS 5.

- Les incidences sur le tableau des flux de trésorerie sont détaillées dans le tableau ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	30.06.2018
Résultat net des activités non poursuivies ou en cours de cession	(0,3)	(0,2)
Éliminations :		
de la charge (produit) d'impôt différé	(0,0)	(0,3)
des amortissements et provisions	2,4	2,4
des autres produits et charges sans incidence de trésorerie	0,0	0,0
de l'impôt sur les résultats	0,0	0,3
du coût de l'endettement financier net	-	-
Incidence de la variation du BFR	(1,7)	(0,2)
Impôts décaissés (encaissés)	(0,0)	(0,3)
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	0,4	1,6
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(0,4)	0,0
Acquisition d'actifs financiers ⁽³⁾	-	0,2
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(0,4)	0,2
Emission d'emprunts	0,5	0,4
Remboursement d'emprunts	(1,4)	(2,9)
Intérêts financiers nets versés	0,0	(0,0)
Flux net de trésorerie liés aux activités de financement	(0,9)	(2,5)
Variation de trésorerie	(0,9)	(0,6)

NOTE 11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Principes comptables

Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées par le Groupe concernent les dépenses liées au développement des projets.

Les coûts directs et indirects, externes ou internes, de développement sont immobilisés à partir du moment où le succès des projets correspondant est probable.

L'activation des frais de développement est réalisée en conformité avec la norme IAS 38 – Immobilisations incorporelles.

Les principaux critères d'activation sont les suivants :

- La faisabilité technique du projet ;
- L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- La capacité à mettre en service l'immobilisation incorporelle ;
- La probabilité de générer des avantages économiques futurs ;
- La disponibilité des ressources techniques et financières pour achever le développement du projet ;
- La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.

Le Groupe considère que ces critères sont remplis au moment où un projet rentre dans son portefeuille, c'est-à-dire lorsque les éléments contractuels et les études techniques indiquent que la faisabilité d'un projet est probable.

Lorsque les conditions pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas remplies, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges durant l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les coûts rattachés à ces projets cessent d'être capitalisés à la mise en service industrielle.

Dès lors que le Groupe estime que la probabilité de succès s'amoindrit, les frais de développement sont dépréciés et comptabilisés en « Amortissements et provisions opérationnels non courants ».

Lors de l'abandon d'un projet, les coûts de développement liés à ce projet sont enregistrés en charges au sein des « Autres produits et charges opérationnelles non courants ».

Le Groupe distingue les frais de développement « Etudes » et « Opération » en fonction de l'état d'avancement du projet à la clôture. Le terme « Opération » regroupe les phases de construction et d'exploitation des centrales.

A partir de la mise en service du projet, l'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif sous-jacent.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties linéairement en fonction de leur durée de vie estimée.

Les principales catégories d'immobilisations incorporelles et leur durée d'amortissement par le Groupe sont les suivantes :

- Logiciels : 1 à 3 ans ;
- Frais de développement : 6 à 25 ans, en ligne avec la durée d'utilité estimée des centrales de production d'énergies et des installations de stockage.

	Frais de développement immobilisés - Opération	Frais de développement immobilisés - Etudes (2)	Autres immobilisations incorporelles	Total	
<i>En millions d'euros</i>					
Valeurs Brutes	Au 31 décembre 2018	48,7	37,8	45,3	131,7
	Acquisitions ⁽¹⁾	4,2	12,9	0,1	17,2
	Diminutions	-	(1,5)	-	(1,5)
	Effet des variations de périmètre	(3,5)	0,0	-	(3,5)
	Autres mouvements et reclassements	7,0	(6,9)	(0,1)	(0,0)
	Au 30 juin 2019	56,4	42,3	45,3	144,0
Amortissements et dépréciations	Au 31 décembre 2018	(6,0)	(3,2)	(0,9)	(10,1)
	Dotations aux amortissements	(0,9)	-	(0,6)	(1,5)
	Perte de valeur	-	(0,5)	-	(0,5)
	Reprise sur provision pour perte de valeur	-	0,4	-	0,4
	Diminutions	-	-	-	-
	Effet des variations de périmètre	0,8	-	-	0,8
	Autres mouvements et reclassements	0,0	-	0,1	0,1
	Au 30 juin 2019	(6,1)	(3,2)	(1,4)	(10,7)
Valeurs nettes	Au 31 décembre 2018	42,7	34,6	44,4	121,7
	Au 30 juin 2019	50,3	39,1	43,9	133,2

(1) Au cours du premier semestre 2019, le Groupe a activé des charges directement imputables au développement (Opération / Etudes) de projets pour un montant de 17,1 M€. Ces investissements concernent principalement des projets localisés en Australie, en France, au Mexique, au Mozambique, en Argentine, en Finlande et aux Etats-Unis.

(2) Au 30 juin 2019, le poste « Frais de développement immobilisés – Etudes » s'élève à 39,1 M€ en valeur nette, et comprend 11,2 M€ de dépenses activées relatives aux projets dont le tarif est sécurisé au 30 juin 2019.

NOTE 12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Actifs de production	Actifs de production en-cours	Droits d'utilisation sur actifs loués	Autres immobilisations corporelles	Total
<i>En millions d'euros</i>					
Au 31 décembre 2018	1 486,0	267,8	99,1	18,6	1 871,6
Valeurs Brutes					
Acquisitions ⁽¹⁾	0,1	295,6	0,0	0,7	296,3
Cessions	-	(0,1)	-	(0,0)	(0,1)
Effet des variations de périmètre	-	(0,8)	(0,0)	(0,0)	(0,8)
Effet de change	(0,8)	(2,2)	(0,1)	0,1	(3,1)
Autres mouvements et reclassements ⁽²⁾	(25,8)	(46,2)	7,5	0,1	(64,4)
Au 30 juin 2019	1 459,5	514,2	106,5	19,3	2 099,5
Amortissements et dépréciations					
Au 31 décembre 2018	(163,6)	(1,1)	(3,2)	(1,0)	(168,9)
Dotation aux amortissements	(35,3)	0,1	(1,6)	(0,2)	(37,1)
Perte de valeur	-	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	0,0	0,0
Effet des variations de périmètre	-	0,1	(0,0)	0,0	0,1
Effet de change	0,3	(0,0)	(0,0)	0,0	0,3
Autres mouvements et reclassements	17,5	(0,1)	0,9	(0,0)	18,3
Au 30 juin 2019	(181,1)	(1,0)	(3,9)	(1,2)	(187,3)
Valeurs nettes					
Au 31 décembre 2018	1 322,4	266,8	95,9	17,6	1 702,7
Au 30 juin 2019	1 278,4	513,2	102,6	18,1	1 912,3

(1) Les acquisitions de la période correspondent aux centrales en construction au premier semestre 2019, et notamment les projets :

- En Australie : Bulgana (75 M€) ; Numurkah (52 M€) ;
- Dans la zone Amériques : El Llano (46 M€) au Mexique ; Altiplano 200 (25 M€) en Argentine, Paradise Park (25 M€) en Jamaïque et Capella (13 M€) au Salvador ;
- En Europe : Hedet (14 M€) en Finlande, trois projets éoliens en France (9 M€) et sept projets solaires en France (21 M€).

(2) Les immobilisations des centrales entrées en exploitation durant l'exercice, ont été reclassées en actifs de production. Les actifs de production liés à l'activité biomasse ont quant à eux été reclassés en « Actifs destinés à être cédés ».

Il n'existe aucun indice de perte de valeur nécessitant la mise en œuvre de tests de dépréciation sur les actifs corporels au bilan du Groupe en date de publication de ses comptes semestriels

NOTE 13. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

	30.06.2019	31.12.2018
<i>En millions d'euros</i>		
Dépôts de garantie	124,9	97,8
Titres non consolidés	2,5	2,5
Prêts à plus d'un an	5,5	5,7
Total autres actifs financiers non courants	132,8	106,0

Dépôts de garantie

Les dépôts de garantie correspondent principalement :

- Aux comptes de réserve de financements mis en place dans le cadre des financements de projets relatifs aux actifs de production ;
- Aux dépôts constitués dans le cadre de réponses aux appels d'offres.

NOTE 14. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	31.12.2018
Placements à court terme	5,6	165,4
Disponibilités	332,2	338,4
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	337,8	503,8

La trésorerie correspond :

- Aux liquidités portées par Neoen SA (78 M€), provenant de l'augmentation de capital réalisée lors de l'introduction en bourse de la société ;
- Aux disponibilités des sociétés projets (249 M€) résultant, pour les actifs en construction, des tirages de dettes seniors et des apports en fonds propres mobilisés pour financer leur construction, et, pour les actifs en exploitation, des flux de trésorerie générée par l'activité, ayant notamment vocation à assurer le remboursement des financements de projet et la rémunération des apports effectués par les actionnaires.

NOTE 15. CAPITAUX PROPRES ET DETAIL DES INSTRUMENTS DILUTIFS

Les mouvements affectant les capitaux propres du Groupe au cours de l'exercice 2018 et du premier semestre 2019 sont détaillés dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

Capital social

Au cours du semestre, 92 500 options de souscription d'actions à un prix d'exercice de 4,00 € ont été exercées pour un montant total de 370 000 € dont 185 000 € de prime d'émission portant le capital social à 170 099 996 €.

Actions propres

Au 30 juin 2019, la Société détient directement ou indirectement 201 376 actions propres, issues principalement d'un programme de rachat d'actions en vue de leur attribution, représentant 5,9 millions d'euros sur la base de la valeur comptable.

Dividendes

Le Groupe n'a procédé à aucune distribution de dividendes.

Intérêts ne conférant pas le contrôle

<i>En millions d'euros</i>	Pays	Pourcentage de détention des intérêts ne conférant pas le contrôle	Résultat net part des intérêts ne conférant pas le contrôle	Montant cumulé des intérêts ne conférant pas le contrôle
HWF HoldCo 1	Australie	30,00%	0,2	9,1
HWF HoldCo 3	Australie	20,00%	0,2	5,7
HWF HoldCo 2	Australie	20,00%	0,1	3,9
HWF 1	Australie	30,00%	0,2	(0,0)
HWF 2	Australie	20,00%	0,1	(0,5)
Bangweulu Power Company	Zambie	41,20%	1,4	1,3
HWF 3	Australie	20,00%	0,8	(0,1)
Hedet	Finlande	19,90%	(0,7)	(1,0)
Central Metoro S.A.	Mozambique	25,00%	-	-
EREC	Jamaïque	50,00%	-	-
Biomasse Energie de Commeny	France	49,00%	(0,6)	(10,9)
Individuellement non significatives			(0,2)	(0,5)
Participations ne conférant pas le contrôle			1,6	6,9

Détail des instruments dilutifs

		30.06.19	31.12.18	30.06.18 pro forma ⁽¹⁾	31.12.17 pro forma ⁽¹⁾
<i>En nombre d'actions</i>					
Avant prise en compte des instruments dilutifs					
	nombre d'actions	85 049 998	84 957 498	53 982 070	53 982 070
	nombre d'actions auto-détenues	201 376	150 658	5 000	5 000
	nombre d'actions hors auto-détenues	84 848 622	84 806 840	53 977 070	53 977 070
Nombre moyen d'actions sur la période avant dilution ⁽²⁾		84 827 731		53 977 070	
Instruments dilutifs	Actions Gratuites	604 644	786 698	216 054	0
	Stocks Options	426 250	528 750	878 750	833 750
	Bons de souscription d'actions	-	0	37 500	37 500
	TOTAL	1 030 894	1 315 448	1 132 304	871 250
Après prise en compte des instruments dilutifs					
	nombre d'actions	86 080 892	86 272 946	55 114 374	54 853 320
	nombre d'actions auto-détenues	201 376	150 658	5 000	5 000
	nombre d'actions hors auto-détenues	85 879 516	86 122 288	55 109 374	54 848 320
Nombre moyen d'actions sur la période après dilution ⁽²⁾		86 000 902		54 978 847	

⁽¹⁾ Le nombre d'action est présenté après regroupement d'actions intervenu le 1er octobre 2018.

⁽²⁾ Nombre moyen d'actions sur la période hors actions auto-détenues.

NOTE 16. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

<i>En millions d'euros</i>	Provisions non courantes	Provisions courantes
Montant au 31 décembre 2018	10,6	-
Dotations	-	-
Reprises utilisées	-	-
Actualisation	0,1	-
Effet des variations de périmètre	-	-
Autres mouvements ⁽¹⁾	(0,7)	-
Montant au 30 juin 2019	10,0	-

⁽¹⁾ Les autres mouvements correspondent principalement au reclassement en « Passifs liés aux actifs destinés à être cédés » de la provision pour démantèlement liée au projet Comentry (1,4 M€) compensés par les provisions pour démantèlement constatées sur les nouveaux actifs de production en exploitation.

Les provisions pour démantèlement constatées sur les actifs de production en exploitation s'élèvent à 9,6 M€ au 30 juin 2019 contre 10,2 M€ au 31 décembre 2018.

NOTE 17. FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

NOTE 17.1 RESULTAT FINANCIER

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	30.06.2018 retraité
Charges d'intérêts sur emprunt	(30,3)	(26,2)
Charges financières sur instruments dérivés	(3,8)	(1,6)
Charges d'intérêts sur droits d'utilisation	(1,5)	(0,5)
Coût de l'endettement financier	(35,6)	(28,4)
Produits et charges d'intérêts sur comptes courants	(0,0)	0,2
Gains et pertes de change	2,8	(3,0)
Autres produits et charges financières	3,5	(2,7)
Total autres produits et charges financiers	6,4	(5,5)
Résultat financier	(29,2)	(33,9)

La hausse du coût de l'endettement financier s'explique principalement par l'augmentation du nombre de centrales sous financement, se traduisant notamment par une augmentation de l'encours de financement de projets.

Les gains et pertes de change proviennent essentiellement des écarts de conversion constatés sur les actifs et passifs courants et les passifs non courants. Le Groupe a bénéficié d'une évolution favorable sur la période, associée notamment à une amélioration du taux de change EUR/AUD.

La variation des autres produits et charges financières s'explique notamment par la constatation d'un gain de renégociation de 5,9 M€, en application d'IFRS 9, du financement des projets solaires australiens Parkes, Griffith et Dubbo.

NOTE 17.2 DETTE NETTE

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	31.12.2018
Emprunts bancaires - financements des projets	1 378,3	1 229,3
Financements obligataires des projets	265,0	262,8
Dettes locatives	103,9	96,9
Financements corporate	14,7	16,1
Investisseurs minoritaires et autres	27,3	45,4
Instruments dérivés passifs - effets des couvertures	107,5	40,3
Total dettes financières	1 896,7	1 690,8
Investisseurs minoritaires et autres	(27,3)	(45,4)
Total dettes financières ajustées	1 869,4	1 645,4
Placements à court terme	(5,6)	(165,4)
Disponibilités	(332,2)	(338,4)
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	(337,8)	(503,8)
Dépôts de garantie	(124,9)	(97,8)
Instruments dérivés actifs - effets des couvertures	(2,6)	(5,8)
Autres créances	(0,0)	(0,0)
Total autres actifs	(127,5)	(103,7)
Total dette nette	1 404,1	1 037,9

La dette nette augmente de 366,2 M€ sur la période. Ceci s'explique principalement par la mise en place de nouveaux financements de projets, sans recours sur la société mère, ainsi que par une diminution de la trésorerie disponible suite aux investissements effectués dans les projets en construction.

Analyse par nature

<i>En millions d'euros</i>	Non courantes	Courantes	30.06.2019	Non courantes	Courantes	31.12.2018
Emprunts bancaires - financement des projets	1 297,5	80,8	1 378,3	1 142,7	86,7	1 229,3
Financements obligataires des projets	222,5	42,6	265,0	235,4	27,3	262,8
Dettes locatives	98,5	5,3	103,9	92,8	4,1	96,9
Financements corporate	12,2	2,5	14,7	13,9	2,2	16,1
Investisseurs minoritaires et autres	22,8	4,5	27,3	40,9	4,5	45,4
Instruments dérivés - effets des couvertures	95,0	12,5	107,5	33,3	7,1	40,3
Total Dettes financières	1 748,5	148,2	1 896,7	1 558,9	131,8	1 690,8

Emprunts bancaires – financement des projets

En 2019, les nouveaux financements de ce type s'élevèrent à 241,8 M€ et concernent principalement les centrales de Bulgana (84,0 M€) et Numurkah (41,4 M€) en Australie, Paradise Park (25,7 M€) en Jamaïque, Capella (13,5 M€) au Salvador, Altiplano 200 (21,2 M€) en Argentine, Hedet (14,8 M€) en Finlande ainsi que trois centrales éoliennes (18,4 M€) et trois centrales solaires (24,4 M€) en France.

Au 30 juin 2019, il n'est constaté aucune indication que les différentes sociétés financées par des dettes projet ne respectent pas leurs covenants de ratios financiers de DSCR minimum, ou de fonds propres minimum.

En juillet 2019, le Groupe a obtenu les « *waivers* » signés par les prêteurs pour les projets Auxois Sud et Champs d'amour, venant ainsi régulariser le non-respect de leurs covenants au 31 décembre 2018.

Instruments dérivés – effets des couvertures

Afin de limiter les risques associés à une évolution défavorable des taux d'intérêt et d'obtenir une meilleure visibilité sur les cash-flow futurs associés au fonctionnement de ses actifs de production, le Groupe contracte des swaps de taux. Compte tenu de l'impact des nouveaux instruments contractés sur la période et de la variation des taux d'intérêts observée dans les différentes zones géographiques où opère le Groupe, la juste valeur de ces instruments est passée de (40,3) M€ au 31 décembre 2018 à (107,5) M€ au 30 juin 2019.

Ventilation des dettes financières par typologie de taux

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	31.12.2018
Dettes à taux fixes	651,3	657,2
Dettes à taux variables	1 137,9	993,3
Effet des couvertures	107,5	40,3
Total des dettes financières après effet des couvertures	1 896,7	1 690,8

Conformément à la politique de gestion des risques du Groupe, les financements de projet souscrits à taux variable font l'objet d'une couverture qui représente en général 75% ou plus du montant de la dette. Ces instruments de couvertures sont valorisés à leur juste valeur.

Ventilation du total des remboursements des dettes financières par échéance

<i>En millions d'euros</i>	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans	Total dettes financières
Emprunts bancaires - financement des projets	80,8	215,0	1 082,5	1 378,3
Financements obligataires des projets	42,6	48,4	174,0	265,0
Dettes locatives	5,3	5,5	93,0	103,9
Financements corporate	2,5	9,2	3,0	14,7
Investisseurs minoritaires et Autres	4,5	0,4	22,4	27,3
Instruments dérivés - effets des couvertures	12,5	46,0	49,0	107,5
Total au 30 juin 2019	148,2	324,5	1 424,0	1 896,7

<i>En millions d'euros</i>	A moins d'un an	Entre un et cinq ans	A plus de cinq ans	Total dettes financières
Emprunts bancaires - financement des projets	86,7	200,9	941,7	1 229,3
Financements obligataires des projets	27,3	77,2	158,3	262,8
Dettes locatives	4,1	6,2	86,6	96,9
Financements corporate	2,2	9,9	4,0	16,1
Investisseurs minoritaires et Autres	4,5	1,4	39,5	45,4
Instruments dérivés - effets des couvertures	7,1	4,9	28,4	40,3
Total au 31 Décembre 2018	131,8	300,5	1 258,5	1 690,8

Ventilation par flux des dettes financières

<i>En millions d'euros</i>	31.12.2018	Flux de trésorerie	Variations sans effet de trésorerie						30.06.2019
			Effet de change	Variation de périmètre	Variation de juste valeur et coût amorti	Intérêts courus	IFRS 5	Autres variations ⁽¹⁾	
Emprunts bancaires - financement des projets	1 229,3	204,2	(2,0)	0,0	(5,1)	1,2	(49,4)	(0,0)	1 378,3
Financements obligataires des projets	262,8	(6,9)	(0,0)	-	0,6	8,5	-	0,0	265,0
Dettes locatives	96,9	(1,9)	(0,1)	(0,0)	-	0,7	(0,3)	8,6	103,9
Financements corporate	16,1	(0,7)	-	-	-	-	(0,8)	0,0	14,7
Investisseurs minoritaires et autres	45,4	(2,2)	0,1	(0,0)	-	-	(15,9)	(0,0)	27,3
Instruments dérivés - effets des couvertures	40,3	0,0	(0,7)	-	67,9	-	-	-	107,5
Total Dettes financières	1 690,8	192,5	(2,8)	(0,0)	63,5	10,5	(66,4)	8,6	1 896,7

(1) Les autres variations des dettes locatives correspondent à des variations « non-cash » liées aux nouveaux contrats de location en application de la norme IFRS 16.

NOTE 17.3 INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Afin de se couvrir contre la variation des taux d'intérêt des emprunts souscrits dans le cadre du financement de ses centrales de production, Neoen a recours à des swaps de taux (se référer à la note 19.1). Au 30 juin 2019, la comptabilité de couverture de flux de trésorerie est appliquée pour ces instruments financiers dérivés, en application de la norme IFRS 9. Les flux d'intérêts relatifs à ces swaps de taux sont reconnus en résultat sur la durée des financements de manière symétrique aux charges d'intérêt de l'emprunt couvert.

Au cours du premier semestre 2019, un montant de (71,0) M€ a été reconnu dans les autres éléments du résultat global au titre de la variation de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie et (4,6) M€ ont été recyclés par résultat.

NOTE 17.4 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La juste valeur d'un actif et d'un passif est le prix qui serait convenu entre des parties libres de contracter et opérant aux conditions du marché. La détermination de la juste valeur est fondée sur des données de marché observables, lorsqu'elles sont disponibles, car elles fournissent l'indication la plus fiable de la juste valeur d'un instrument financier. Dans le cas contraire, un modèle interne pourra être utilisé.

Pour les swaps et les emprunts, la juste valeur est déterminée sur la base des flux contractuels actualisés aux taux d'intérêt du marché en date de clôture. La juste valeur des dettes fournisseurs et des créances clients correspond à la valeur comptable indiquée au bilan, l'effet de l'actualisation des flux futurs de trésorerie n'étant pas significatif.

Les tableaux présentés ci-dessous indiquent conformément aux dispositions de l'amendement à IFRS 7 :

30.06.2019	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Actif disponible à la vente	Juste valeur	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Instruments financiers dérivés	2	2,6	2,6		2,6		
Clients et comptes rattachés	-	42,5	42,5			42,5	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	337,8	337,8		337,8		
Total actifs financiers		382,8	382,8	-	340,4	42,5	-
Dettes financières non courantes	3	1 653,5	1 663,5				1 653,5
Instruments financiers dérivés	2	107,5	107,5		107,5		
Dettes financières courantes	3	135,7	135,7				135,7
Fournisseurs et comptes rattachés	-	93,5	93,5				93,5
Total passifs financiers		1 990,3	2 000,3	-	107,5	-	1 882,7

31.12.2018	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Actif disponible à la vente	Juste valeur	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Instruments financiers dérivés	2	5,8	5,8		5,8		
Clients et comptes rattachés	-	33,8	33,8			33,8	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	503,8	503,8		503,8		
Total actifs financiers		543,4	543,4	-	509,7	33,8	-
Dettes financières non courantes	3	1 525,7	1 525,7				1 525,7
Instruments financiers dérivés	2	40,3	40,3		40,3		
Dettes financières courantes	3	124,8	124,8				124,8
Fournisseurs et comptes rattachés	-	136,5	136,5				136,5
Total passifs financiers		1 827,3	1 827,3	-	40,3	-	1 787,0

Les niveaux de classification sont définis comme suit :

- Niveau 1 : prix coté sur un marché actif ;
- Niveau 2 : prix coté sur un marché actif pour un instrument similaire, ou autre technique d'évaluation basée sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : technique d'évaluation incorporant des paramètres non observables.

NOTE 18. PAIEMENTS EN ACTIONS

NOTE 18.1 PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Date d'attribution	Nombre d'options attribuées		Date de départ d'exercice	Date d'expiration	Prix d'exercice		Nombre d'actions en circulation	
	avant regroupement	après regroupement			avant regroupement	après regroupement	avant regroupement	après regroupement
01/01/15	1 142 500	571 250	01/01/17	01/01/20	2,00 €	4,00 €	57 500	28 750
10/01/16	255 000	127 500	10/01/19	10/01/21	2,00 €	4,00 €	95 000	47 500
16/05/16	50 000	25 000	16/05/19	16/05/21	2,00 €	4,00 €	50 000	25 000
23/12/16	470 000	235 000	23/12/19	23/12/21	3,00 €	6,00 €	450 000	225 000
30/05/18	90 000	45 000	30/05/21	30/05/23	5,00 €	10,00 €	80 000	40 000
05/07/18	130 000	65 000	05/07/21	05/07/23	5,00 €	10,00 €	120 000	60 000
Total	2 137 500	1 068 750					852 500	426 250

Pour valoriser ces plans, le Groupe utilise la formule de Black & Scholes avec les hypothèses suivantes :

- Un taux de volatilité de 23% depuis le plan du 30 mai 2018 contre 18% auparavant (compte tenu de la volatilité des sociétés comparables) ;
- Un taux d'intérêt sans risque correspondant à l'OAT 5 ans à la date d'attribution ;
- Une maturité moyenne des plans de 1 an au-delà de la période d'acquisition.

NOTE 18.2 PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées		Date d'acquisition des actions	Date de fin de période de conservation	Nombre d'actions en circulation	
	avant regroupement	après regroupement			avant regroupement	après regroupement
09/04/18	5 000	2 500	09/04/20	09/04/21	5 000	2 500
30/05/18	215 000	107 500	30/05/21	-	210 000	105 000
05/07/18	1 141 288	570 644	06/10/20	-	994 288	497 144
Total	1 361 288	680 644			1 209 288	604 644

NOTE 19. GESTION DES RISQUES

NOTE 19.1 RISQUES DE TAUX

Le Groupe Neoen est exposé aux risques de taux au titre de ses opérations de financement. Cette exposition est principalement liée aux fluctuations des taux d'intérêt variables au titre de la fraction non couverte de ses dettes.

La politique de gestion des risques du Groupe a ainsi pour objectif de limiter et de maîtriser les variations des taux d'intérêt et leurs répercussions sur le résultat et les flux de trésorerie futurs. Ainsi, les financements de projet souscrits à taux variable font l'objet d'une couverture qui représente en général 75% ou plus du montant de la dette.

Les couvertures sur le risque de taux d'intérêt sont effectuées au moyen d'instruments contractés de gré à gré, avec des contreparties de premier rang, dont les montants notionnels et la juste valeur en date de clôture s'établissent comme suit :

Au 30 juin 2019 En millions d'euros	Montants notionnels par échéance			Juste valeur	Enregistré en capitaux propres	Enregistré en résultat
	Inférieur à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total			
Swaps de taux - Solaire	(11,8)	(314,7)	(326,5)	(46,0)	(44,0)	-
Swaps de taux - Eolien	(78,4)	(412,2)	(490,6)	(61,5)	(63,9)	-
Caps de taux	(70,5)	(100,7)	(171,2)	2,6	(4,0)	-
Total	(160,7)	(827,6)	(988,3)	(104,9)	(111,9)	-

NOTE 19.2 RISQUES DE CHANGE

Les risques de change portent sur les transactions opérationnelles en devises étrangères (dollar américain et dollar australien principalement) qui ont tendance à augmenter avec le déploiement soutenu du Groupe à l'international. Afin d'éviter tout risque de change sur les actifs en opération, le Groupe finance systématiquement chacun de ses actifs dans la devise fonctionnelle de l'actif.

NOTE 19.3 RISQUES DE CONTREPARTIE

Compte tenu de la pluralité des fournisseurs et sous-traitants disponibles sur les marchés sur lesquels intervient le Groupe, celui-ci considère que l'insolvabilité de l'un d'entre-deux ou d'une faible part ne pourrait avoir de conséquences significatives sur la poursuite de l'activité.

Dans la mesure où les contrats de vente d'électricité ou contrats pour différence sont conclus avec des contreparties étatiques (Etats ou entreprises contrôlées par un Etat), des entreprises de distribution d'électricité et avec un nombre limité d'acheteurs privés, le Groupe considère que le risque de contrepartie lié aux créances clients est à ce jour non significatif. Le Groupe place ses disponibilités, quasi-disponibilités et conclut des contrats de financement et de couverture de taux d'intérêt auprès d'institutions financières de premier rang.

NOTE 19.4 RISQUES DE LIQUIDITE

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	31.12.2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	337,8	503,8
Autorisations de découverts disponibles	123,0	145,0
Total	460,8	648,8

Le risque de liquidité correspond à l'incapacité que pourrait avoir le Groupe à faire face à ses engagements financiers immédiats ou à court terme.

Pour prévenir ce risque, le Groupe procède plusieurs fois par an à une analyse de ses besoins en liquidité sur un horizon de 12 mois glissants.

Le Groupe dispose des liquidités nécessaires pour financer son activité courante et son développement, mais aussi faire face à des événements exceptionnels.

La trésorerie détenue par les sociétés holding et de développement s'élève à 121,4 M€, contre 216,8 M€ pour les sociétés projets (actifs en opération et en construction).

NOTE 19.5 RISQUES LIES AUX EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

Le Groupe vend de l'électricité dans le cadre de contrats de long-terme faisant l'objet d'engagements fermes de la part de ses contreparties, dont de nombreux Etats. Il est arrivé, dans des pays dans lesquels il n'opère pas à ce jour (Espagne en particulier), que des Etats remettent en cause rétroactivement certains tarifs de rachat particulièrement bonifiés. Toute remise en cause de cette tarification serait susceptible d'impacter significativement les états financiers du Groupe.

La stratégie multi-filière et multi-pays du Groupe a pour effet de limiter ce risque en réduisant son exposition à une technologie ou à un pays particulier. Le prix particulièrement compétitif de l'électricité produite par Neoen dans la grande majorité de ses contrats constitue également une couverture naturelle contre ce risque.

NOTE 20. ENGAGEMENTS HORS BILAN

NOTE 20.1 ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	31.12.2018
Garanties accordées à des fournisseurs	83,7	104,3
Maintenance	639,9	476,8
Autres engagements	311,3	227,1
Engagements donnés liés aux activités opérationnelles	1 034,9	808,1
Actifs donnés en garantie	2 289,0	1 937,6
Engagements donnés liés aux activités de financement	2 289,0	1 937,6
Total des engagements hors bilan donnés	3 323,9	2 745,7

Garanties accordées à des fournisseurs

Dans le cadre de la construction de ses actifs de production, le Groupe peut être amené à temporairement octroyer des garanties à ses fournisseurs.

Maintenance

Dans le cadre de l'exploitation de ses actifs de production, le Groupe est amené à signer des contrats de maintenance pouvant s'étaler sur plusieurs exercices. Les prestations sont comptabilisées en charges l'année où elles sont réalisées.

Autres engagements donnés

Il s'agit principalement de garanties données par le groupe dans le cadre du développement des projets telles que des garanties de soumission à des appels d'offres, des garanties de performance ou encore de démantèlement.

Actifs donnés en garantie

Les dettes contractées par le Groupe, dans le cadre de financements de projets, sont assorties dans la plupart des cas de nantissement sur l'ensemble des titres et avances en comptes courants d'associés ainsi que de gages sur les actifs en garantie de remboursement de la dette bancaire jusqu'à son extinction.

NOTE 20.2 ENGAGEMENTS HORS BILAN REÇUS

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2019	31.12.2018
Engagements d'achat d'énergie	5 815,3	5 657,6
Autres engagements reçus	924,2	621,0
Engagements reçus liés aux activités opérationnelles	6 739,5	6 278,5
Lignes de crédits accordées aux projets	542,6	321,4
Lignes de crédits corporate accordées	123,0	145,0
Engagements reçus liés aux activités de financement	665,6	466,4
Total des engagements hors bilan reçus	7 405,1	6 744,9

Engagements reçus d'achat d'électricité

Dans la majorité des cas, lorsqu'une unité de production d'électricité est construite, la société porteuse de projet et appelée à l'exploiter conclut un contrat à long terme de fourniture d'énergie. Le Groupe bénéficie d'engagement d'achat en général pour des périodes de

15 à 20 ans. L'engagement a été évalué sur la base des volumes de production estimée par le Groupe sur la durée du contrat d'achat et des prix de vente non inflatés.

Autres engagements reçus

Ceux-ci comprennent principalement les garanties reçues de la part des constructeurs pour la bonne exécution de la construction des centrales ainsi que des fournisseurs au titre de la maintenance.

Lignes de crédits accordées aux projets

Au 30 juin 2019, le Groupe bénéficiait d'engagements reçus des financements de projet et d'exploitations pour un montant de 542,6 M€ non utilisés à cette date.

Lignes de crédits corporate accordées

Le Groupe possède des lignes de crédit court terme pour assurer notamment les besoins en fonds de roulement de la société mère.

NOTE 21. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Au cours du premier semestre 2019, aucune opération n'a eu d'effet significatif sur les montants des transactions avec les parties liées publiées au 31 décembre 2018.

NOTE 22. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Acquisition d'un ensemble de parcs éoliens en Irlande

Le 1^{er} août 2019, le Groupe a annoncé l'acquisition de huit parcs éoliens en opération en Irlande d'une capacité cumulée de 53,4 MW, pour un montant total, payé en numéraire, de 25,8 millions d'euros. En application de la norme IFRS 3 – Regroupements d'entreprises, Neoen entend qualifier de « business combination » l'acquisition de ce portefeuille d'actifs. Il prévoit ainsi d'effectuer une allocation du prix d'acquisition d'ici à la clôture annuelle au 31 décembre 2019.

Cession de l'activité Biomasse

Le 4 septembre 2019, le Groupe a cédé à Coriance son unité de cogénération de Commentry ainsi que sa filiale d'approvisionnement en biomasse, pour un montant total de 37 millions d'euros (dont 26,8 millions d'euros pour Neoen, compte tenu d'une détention minoritaire par la Caisse des Dépôts et Consignation dans cette unité de cogénération). En application de la norme IFRS 5, ces actifs sont traités dans les comptes au 30 juin 2019 comme une activité destinée à être cédée. Cette cession marque l'arrêt par le Groupe de son investissement dans l'activité biomasse.

Plan d'attribution d'actions gratuites

Le 10 juillet 2019, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer gratuitement 297 000 actions de Neoen SA à certains salariés du groupe. L'attribution des actions ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition d'une durée de 3 ans, à condition que les bénéficiaires soient toujours présents dans le Groupe et que les conditions de performance fixées par le Conseil d'administration dans le règlement du plan, et portant notamment sur l'atteinte d'objectifs financiers et de développement, soient remplies.

Contentieux avec le régulateur australien de l'énergie (AER)

Le 2 mai 2019, le régulateur australien de l'énergie (*Australian Energy Regulator* ou AER) a invité HWF1 (et d'autres producteurs d'énergies renouvelables) à fournir des informations supplémentaires en lien avec des allégations de non-respect des Normes Nationales sur l'Electricité (*National Electricity Rules* ou «*NER*») dans le cadre d'une panne électrique ayant affecté l'état d'Australie du Sud en septembre 2016. Suite à la réponse écrite transmise par HWF1, et à une réunion tenue avec l'AER courant mai 2019, l'AER a, le 6 août 2019, entamé des poursuites judiciaires contre HWF1 (et contre d'autres producteurs d'énergies renouvelables) en raison du non-respect allégué des NER et demandé, notamment, de condamner HWF1 à payer une amende d'un montant actuellement non divulgué. Le

Groupe conteste vivement ces allégations et s'efforcera de défendre cette position dans le cadre du contentieux en cours. En conséquence, Neoen n'a pas constitué de provision dans ses comptes consolidés au 30 juin 2019.

Evolution du contexte économique en Argentine

Le résultat des élections primaires en Argentine, semblant indiquer que Mauricio Macri disposerait d'une faible probabilité de réélection lors des prochaines élections en octobre 2019, a provoqué en août 2019 une vive réaction des marchés, et notamment une dépréciation importante de la valeur du peso argentin contre le dollar américain. Cela a poussé les autorités argentines à prendre des mesures rapides afin de préserver les réserves de change du pays, via une forme de contrôle des changes jusqu'au 31 décembre 2019.

Un décret du 1er septembre 2019 impose notamment aux exportateurs le rapatriement en Argentine de leurs revenus et fixe des seuils aux opérations en devise pour les particuliers. Ce décret s'étend aussi aux investisseurs dans le pays. La portée de ce décret reste cependant encore sujette à interprétation et la banque centrale travaille actuellement à préciser son champ d'application.

Neoen et les principaux acteurs du secteur des énergies renouvelables en Argentine ont attiré l'attention des autorités sur le risque d'un impact négatif de ce décret sur les projets actuellement en cours de construction ou en opération, et ont sollicité une exemption, compte tenu des bénéfices apportés par ces projets.

Au 30 juin 2019, la contribution de l'ensemble des entités argentines au bilan du Groupe s'élevait à 75,5 M€, et se décomposait notamment comme suit :

- immobilisations incorporelles et corporelles : 32,1 M€,
- trésorerie et équivalents de trésorerie : 28,3 M€,
- financement de projets : 21,4 M€.

Par ailleurs, pour garantir les engagements de Neoen au titre des projets Altiplano et La Puna, des garanties bancaires, sous forme de lettres de crédit, ont été émises par des établissements de crédit, dont 38,6 MUSD sont encore en vigueur à la date de publication des comptes semestriels, faisant l'objet, à titre de couverture, de dépôts de garantie en espèces effectués par le Groupe à hauteur de 28,9 MUSD. Neoen a aussi contre-garanti à hauteur de 55 MUSD, les garanties émises par un assureur au titre de la bonne exécution des obligations des sociétés de projets dans le cadre des PPAs signés avec CAMMESA (administrateur du marché de l'électricité), dont l'extinction est contractuellement prévue 6 mois après la date de mise en service commerciale des centrales.

Enfin, la dépréciation du peso argentin contre le dollar américain, monnaie fonctionnelle des entités argentines, est susceptible de générer des pertes de change, relatives principalement à des crédits de TVA libellés en pesos argentins, et d'affecter le résultat financier du Groupe. Le Groupe estime ainsi qu'au cours de clôture du 31 août 2019 (dernier cours de clôture mensuel publié), les pertes de change latentes associées à son exposition argentine s'élevaient à 3,3 MUSD.

03

**RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES**

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019

Aux Actionnaires de la société NEOEN,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Neoen, relatifs à la période du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

A Paris-la Défense et Paris, le 25 septembre 2019

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

RSM Paris

François Xavier AMEYE

Etienne de BRYAS

RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL 2019

NEOEN
6 rue Ménars
75002 Paris - France
www.neoen.com

NEOEN